

A decorative border with symmetrical floral and scrollwork patterns in a dark gray color, framing the central text.

Histoire du Japon

Vié, Michel

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



*Que
sais-je?*

HISTOIRE DU JAPON

Michel Vié

puf

QUE SAIS-JE ?

Histoire du Japon *des origines à Meiji*

MICHEL VIÉ

Professeur des Universités à l'Institut National
des Langues et Civilisations Orientales

Sixième édition mise à jour

37^e mille



HISTOIRE DU JAPON des origines à l'ère Meiji

Michel Vié

INTRODUCTION

Quand on s'intéresse à l'histoire du Japon, on ne peut éviter de rencontrer de prime abord la conscience historique des Japonais. Cet imaginaire, que secrètent plus ou moins les communautés nationales et religieuses, s'appuie sur des données objectives, les synthétise et les embellit et, de conséquence devenant cause - parce qu'il influence les comportements collectifs -, se transforme à son tour en une réalité surajoutée, mais factuelle. Au Japon l'imaginaire historique est des plus simples : il se borne à affirmer comme traits spécifiques la continuité - un temps linéaire, sans vrai début ni fin - et l'homogénéité - une sorte de totalité synchronique -, en logeant dans cette association aussi bien l'Etat, la dynastie impériale, les multiples lignages (illustres ou obscurs, prouvés ou inventés) dont la coalescence forme la population, enfin le territoire même du pays : tous symboles d'un vitalisme primordial.

Il n'y a dans cet imaginaire - si répandu au Japon qu'il n'est nul besoin de le dire -, ni moins ni plus de vérité, que dans celui, plus individuel, qui pousse Michelet à proclamer, en 1838, que « l'Angleterre est un empire, l'Allemagne est une race, la France est une personne » (Tableau de la France). En revanche, l'originalité du regard que les Japonais portent sur leur communauté tient sans doute à la double nature de ses justifications : d'un côté, l'irrationalité des mythes regroupés précisément au moment où cette communauté entrait dans la clarté de l'Histoire (aux VII^e/VIII^e siècles) ; d'un autre côté, des preuves, soumises à la critique la plus exigeante, et extraites de tout ce qui de cette communauté est accessible à la connaissance.

S'agissant de l'histoire, on ne peut nier : l'absence d'invasions (avant l'occupation américaine de 1945), de migrations massives, de marges incertaines, c'est-à-dire de provinces conquises, perdues, retrouvées, si ce n'est à l'extrême sud (Okinawa) ou à l'extrême nord (Hokkaido, Sakhaline, Kouriles) ; et encore, le peu d'interaction entre les luttes civiles - parfois nombreuses - et les tensions internationales fort rares avant le XIX^e siècle ; ou la durée de sa capitale traditionnelle, Kyoto, inférieure certes en nombre de siècles à celle de Rome, d'Athènes de Constantinople / Istanbul, mais épargnée par les ruptures dynastiques, sociales et religieuses dont aucune de ces cités n'a été exempte ; enfin, l'ignorance d'un fait révolutionnaire radical, malgré de très

nombreuses insurrections, faute, dans l'outillage mental, d'un messianisme et d'utopies, capables de les radicaliser. Au total, une histoire simple et calme, permettant de penser que les vicissitudes traversées par le Japon n'ont été que les variantes de sa pérennité.

S'agissant de la mythologie - qui ne sera évoquée ici que sous l'aspect de ses relations avec la conscience historique -, on se limitera à mentionner que sa contribution est à la fois fort ténue et peu conflictuelle. En premier lieu parce que la création de la terre, monde des hommes, qui s'y trouve exposée dans le *Nihonshoki* (Annales du Japon), le plus historiciste de ses livres, ne traite que du Japon lui-même, quoique les rédacteurs eussent déjà une connaissance étendue de la Chine et de la Corée, comme si la diversité des peuples n'était pas entrée dans le plan des dieux. En second lieu, parce que la part du passé - préhistoire et protohistoire -, dont se préoccupent les mythes et la recherche positive n'impose sans doute jamais à l'esprit des choix drastiques. Le Japon étant sorti quasiment tout formé de siècles et de millénaires obscurs, le vide de connaissance qui l'a précédé et qui nécessairement correspond à une réalité oubliée, peut être meublé de plusieurs manières selon le besoin d'enchantement ou de précision de chacun. Il ne s'agit que de deux narrations parallèles, mais si éloignées, qu'il semblerait ridicule aujourd'hui de les confronter : peu importe que la continuité de la dynastie impériale procède de ses origines divines ou de circonstances, puisque le fait demeure.

L'originalité du Japon tient à ce que les changements s'y inscrivent, comme naturellement, dans un cadre immobile. Est-il important dès lors de tenter de les comprendre ? Parmi de multiples raisons possibles, on soulignera : 1 / que la continuité du Japon fut celle d'un centre, qui prit très tôt l'aspect d'une Cité antique, isolée dans un environnement provincial dont l'arriération persistait, et qu'il faut donc expliquer la japonisation du Japon ; 2 / que l'État antique fut plus symbolique que réel, que les empereurs, sauf exception, y représentaient surtout un non-pouvoir, qui leur fit détenir un rôle de légitimation par rapport aux pouvoirs concrets successifs, locaux ou non, dans une culture qui ignorait la transcendance ; 3 / que les Japonais ont su garder leur unité, tout en empruntant beaucoup à l'étranger.

C'est par sa dynamique interne que l'histoire du Japon peut intéresser.

Chapitre I - UNE GENÈSE PRÉHISTORIQUE

Le noyau de l'État japonais n'apparaît guère avant le V^e siècle. Sa structure politique et sociale est discernable à partir du VI^e siècle, à travers des sources écrites datant du début du VIII^e siècle. Ses chefs, établis dans le Yamato, n'avaient d'influence que sur le centre et certaines parties de l'ouest du Japon. Le nord-est leur échappait. Paradoxalement, ils intervenaient en Corée. L'État japonais - celui qui existe encore de nos jours - semble sortir tout formé d'une genèse inconnue. Mais la continuité étant, pour les Japonais, l'axe de la conscience historique, leur désir d'enracinement ne peut qu'être obsessionnel. Comment intégrer ces siècles ou ces millénaires obscurs dans la continuité de l'État, qui ne fait qu'un avec la terre et la dynastie régnante ? Ou encore, autre manière de poser la question : est-il concevable que sur ce sol insulaire, que leurs ancêtres ont depuis des temps immémoriaux occupé, d'autres populations aient pu résider, qui n'auraient pas été « japonaises » ?

I. - La problématique des origines

Avant que les documents écrits permettent de traiter ce passé comme histoire, les trois périodes archéologiques classiquement admises (celles des poteries *Jomon* - du XI^e millénaire au III^e siècle avant l'ère chrétienne - et *Yayoi* - du III^e siècle avant au III^e siècle après le début de cette ère - ; enfin, celle des *kofun* - « Tertres anciens » ou « Tumuli monumentaux » selon les traductions -, qui se prolonge jusqu'au VII^e siècle) répondent mal à ces questions.

Jusqu'en 1945, il était admis que les réponses étaient incluses dans les deux ouvrages canoniques de la mythologie japonaise : le *Kojiki* (Notes sur les faits du passé) et surtout, parce qu'il se présente comme une histoire, le *Nihonshoki* (Annales du Japon) datés respectivement de 712 et de 720, mais rédigés dès la fin du VII^e siècle, sur commande officielle, afin de prouver l'ascendance divine de la dynastie impériale. Dans les deux cas, cosmogonie et histoire forment un tout. Or, de même que la Bible (mais sans exclusivisme religieux), ce sont des œuvres littéraires. L'information historique n'est probante que pour les périodes proches de celle des rédacteurs.

S'agissant d'un passé plus ancien, la délimitation approximative d'une période protohistorique s'est donc imposée : celle où les affirmations écrites (surtout en chinois) par des Japonais peuvent être recoupées soit par de rares inscriptions antérieures, soit par des chroniques dynastiques chinoises. L'*Histoire des Wei*, composée au IV^e siècle, mentionne parmi les « barbares de l'Est » le Japon, appelé pays

des Wa. Ainsi définie, cette protohistoire correspond partiellement à la période archéologique des *kofun*.

Cependant, il reste un immense passé, auquel les recherches, multipliées depuis quelques décennies, n'ont cessé d'ajouter des millénaires, et qui prend place incontestablement dans l'anonymat de la préhistoire. Le rattacher à la conscience historique nationale - une fois dégagée de sa gangue mythologique - suppose un déplacement du problème des origines : il ne s'agit plus de la fondation de l'État et de la dynastie impériale, mais des ancêtres très lointains des Japonais, de leurs croyances, de leur esthétique. Ce qui explique l'intérêt passionné pour cette archéologie autochtone. On ne peut plus douter que des vagues de migrations variées, de par leurs origine géographiques et leurs situations chronologiques, ont peu à peu pourvu d'habitants ce vaste archipel qui, initialement, était à peu près vide. Au début de l'ère chrétienne encore, le Japon de l'époque Yayoi ne comptait pas plus de 600 000 occupants.

Toutefois, bien que les Japonais n'eussent pas une origine commune, il n'en résulte pas que le rêve de continuité soit condamné. En premier lieu la croissance de la population s'impose comme un fait interne : au XI^e siècle, sept cents ans après la fin de la période Yayoi, elle est 10 fois supérieure - de 6 à 7 millions -, bien qu'aucune migration de masse n'ait pu être repérée, pendant la protohistoire. Très faible en nombre, les migrations préhistoriques se sont fondues en un tout. En second lieu, contrairement au Levant méditerranéen, le Japon ne fut jamais une terre d'affrontements entre de grands empires, causes d'incessants déplacements de populations. Point d'arrivée, d'où nul ne repartait vers le continent voisin ou des îles plus lointaines, le Japon fixa pour toujours la quasi-totalité des immigrants (du reste fort peu nombreux). Il n'est pas devenu une mosaïque d'ethnies, obsédées par leurs origines. L'ampleur des transferts de technique, sans lesquels les cultures japonaises successives n'auraient pu se constituer, n'impliquait pas des déplacements de population d'une grandeur comparable : les outils ont migré, plus que les hommes.

En troisième lieu, à quelque moment qu'on l'observe, les particularités du Japon ressortent avec force, prouvant une créativité capable aussi bien d'absorber les différences reçues (avant le temps des nationalismes du XIX^e siècle) que d'en faire apparaître de nouvelles, par adaptations endogènes à des milieux géographiques contrastés. Cette possibilité n'est pas à exclure, qu'il s'agisse des Ainus de l'actuel Hokkaido, ou des habitants des Ryu Kyu.

Le Japon n'était pas la « Terre promise » des Japonais. Mais ceux qui y vécurent sont bien les ancêtres des habitants actuels. À défaut de vérités factuelles, le *Nihonshoki*, comme imaginaire, ne s'est pas trompé.

II. - La préhistoire

A) Les onze mille ans de la période *jomon* « déroutent » (Jean-Paul Demoule, *L'histoire*, n° 248) les préhistoriens formés à l'étude du monde méditerranéen. Le terme lui-même désigne l'« impression de cordelettes » sur l'argile, qui servait à décorer, dans les cas les plus simples, les poteries fabriquées au Japon, parallèlement à celles de la Chine du Nord, deux ou trois millénaires avant celles du Levant méditerranéen. Ces récipients permettaient de cuire et de conserver des produits provenant de la cueillette (noix, châtaignes, glands), peut-être de la chasse, de la pêche, de la récolte de coquillages : donc de moyens d'alimentation plus anciens. Mieux nourrie, mieux protégée contre les microbes, la population s'accroît et se sédentarise. Des villages se forment, composés de maisons de bois et de terre, afin de résister au froid, accompagnés de silos pour le stockage des fruits. Mais il est difficile de classer cette civilisation dans le « néolithique », malgré un outillage de pierre et de bois comparable, parce qu'elle ignore l'agriculture et l'élevage, sauf celui du chien employé pour la chasse. Cette activité prouvée par des flèches à pointes de pierre progressa.

La civilisation Jomon occupa tout l'arc insulaire japonais, de l'Hokkaido jusqu'à son prolongement dans les Ryu Kyu. Mais la population était plus dense dans l'est et le nord-est, à proximité du littoral du Pacifique.

B) Très récente, la civilisation de *Yayoi* additionne en peu de temps des bouleversements considérables. Elle efface une partie du retard accumulé par rapport au continent. L'essentiel est l'introduction, en provenance du sud de la Chine et le long d'une route passant par le sud de la Corée, de la riziculture irriguée et de la céréaliculture. Ici une migration d'hommes (plus grands que ceux de Jomon) fut inséparable de la diffusion des techniques. Le nord de Kyushu fut atteint en premier lieu. Puis la diffusion fut rapide, avec ou sans déplacement de populations. Si l'ouest du Japon, relativement délaissé jusqu'alors, est dès lors intégré dans cette expansion, c'est dans le centre que se concentrent les rizières.

L'habitat subit des changements : il faut inventer des greniers pour abriter les céréales. Si l'agriculture ne conduit pas à l'élevage, elle ouvre la voie à la métallurgie et à la guerre. Plus étendus, les villages sont construits sur des hauteurs et fortifiés. Le bronze et le fer entrent, trop près l'un de l'autre, dans le champ des connaissances pour que le premier ait été utilisé autrement que comme matériau d'objets rituels : les épées de bronze ne servent pas au combat ; les cloches sont dépourvues de battants. Le fer entre dans l'armement un peu plus tard.

Longtemps encore, comme pour la chasse, l'arc et les flèches demeurent le moyen principal du combat.

C'est le raccordement des deux époques Jomon et Yayoi qui pose le plus de questions. Pour expliquer le succès si rapide de la riziculture, on peut invoquer soit un apport important de populations, soit une prédisposition des hommes de Jomon qui auraient expérimenté déjà diverses formes d'agriculture. Mais aucune réponse n'est actuellement possible. Il est certain que le Jomon tardif persista à la périphérie du Japon rizicole : au nord-est, où des tribus *emishi* ou *ezo* pratiquaient ce genre de vie bien au-delà de la protohistoire, et à l'extrême sud de Kyushu. Ainus et habitants des Ryu kyu figurant comme hypothèse ultime d'une telle survivance.

III. - La protohistoire

C'est la période où comme chefferies, puis comme État, le Yamato, le pouvoir émerge. L'originalité de ces siècles demi-obscurs tient à la conjonction de deux évolutions distinctes : dans l'archipel, des progrès techniques amplifiant ceux de Yayoi, parfois démesurément ; sur le continent, la formation de souverainetés dans la péninsule coréenne, dont les rivalités impliquèrent une participation du Yamato. Ainsi, d'une part, l'archéologie continue à être la base de la documentation, d'autre part, dans ses contacts avec le continent, la Corée, à tout point de vue, servit de relais pour le Yamato, jusqu'à ce que la Chine ait été elle-même réunifiée par les Sui (581), puis par les Tang (618).

A) La plus grosse partie de la documentation provient de l'étude des *kofun* dont la construction a duré du IV^e au VII^e siècle, incluant beaucoup de variations : dimension, architecture, décor extérieur, objets funéraires. On se limitera aux innovations capitales.

Certains des tertres funéraires - ceux en particulier qui, ayant une partie avant carrée et une partie arrière circulaire, sont dits « en trou de serrure » - n'ont été dépassés en volume que par les pyramides de l'Égypte pharaonique. Ce qui nécessita d'énormes travaux de terrassement et d'hydraulique, quand les tertres étaient entourés de fossés. Ces réservoirs d'eau étaient raccordés à l'irrigation des rizières.

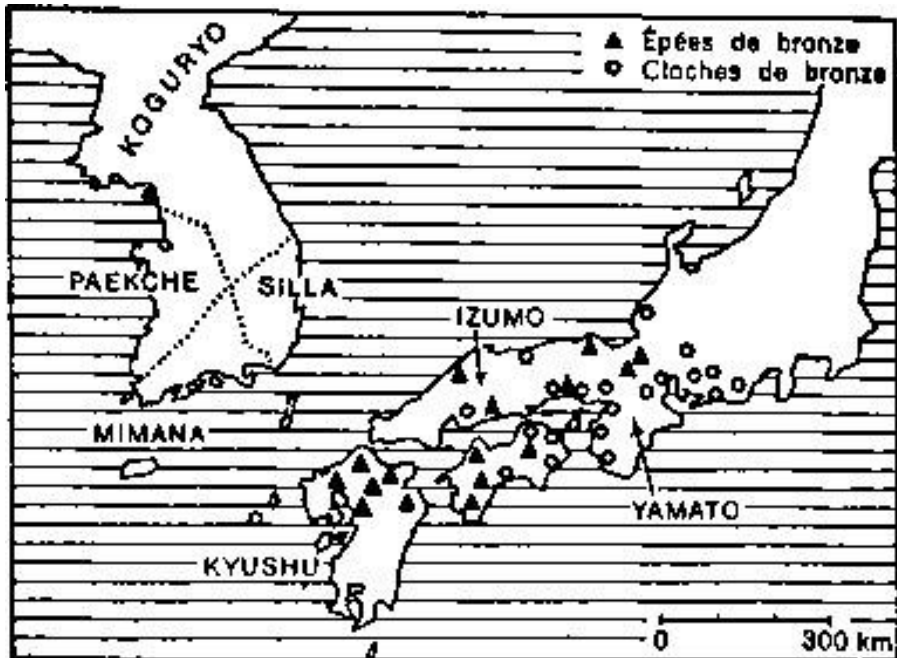


Fig. 1. - Le Japon préhistorique (IIIe-Ve siècle)

Le travail du fer (en ses débuts à partir de lingots importés de Corée) se développe rapidement : utile à la fois pour forger les outils des tailleurs de pierre et des épées de combat, qui supplantent l'arc, et dont l'une est devenue l'un des talismans de la dynastie impériale. Des armures apparaissent. Le cheval, compagnon de guerre, est domestiqué : ce qui exigeait la fabrication de selles. Ces nouvelles activités s'enchaînant les unes aux autres ont pu être repérées grâce aux groupes d'artisans manuels (forgerons, tisserands, éleveurs de chevaux, terrassiers) qui travaillaient pour les puissants. S'y ajoutent des scribes : la complexité sociale appelant l'usage de l'écriture comme moyen de gestion. La langue était le chinois, enseigné par des Coréens, avec un début d'adaptation à la phonétique locale.

On retrouve ici l'apport original de la Corée. Sans se limiter à l'écriture (question qui cependant laisse entiers les problèmes de la communication orale), les nombreuses innovations techniques eurent été impossibles sans une immigration, non pas de masses, mais de techniciens. Un peu plus tard, ces immigrés furent appelés *kikajin* (naturalisés), ce qui impliquait l'émergence d'une conscience insulaire.

B) Ce que révèlent les archéologues supposait des pouvoirs. Mais dans leur mise en place réapparaissent les lacunes de la protohistoire. On admettra que la guerre ait conduit à des soumissions et à des dominations, suffisantes pour la naissance de chefferies exerçant leur

influence sur de courtes distances. D'après les sources chinoises le pays des Wa était divisé. Il y est ensuite fait mention d'une fédération, sans clarification sur le processus qui aurait abouti au Yamato : de sorte que l'affirmation a entraîné surtout des discussions.

Une réflexion sur les institutions du Yamato au VI^e siècle permet toutefois d'entrevoir ce que fut l'unification du Japon. À sa tête se trouvait un « grand prince », l'O-Kimi, dont le pouvoir reste à préciser. Il régnait sur des *uji*, terme qu'il est d'usage de traduire par « clan ». Cependant ces derniers, dans lesquels se regroupait toute l'aristocratie, étaient d'une nature double. Ils englobaient à la fois : une vaste parentèle - avec base territoriale et sépultures correspondantes, du type kofun - et une fonction spécialisée, n'ayant de sens que dans la structure organique d'un État, mais détenue à titre patrimonial. Certains ont laissé un nom : les Otomo et les Mononobe, chargés des questions militaires, les Nakatomi pour les affaires religieuses. En outre des titres hiérarchisés étaient attribués à ces *uji* et à leur fonction. Un examen attentif a conduit à distinguer d'anciens et de nouveaux *uji* : les premiers, loin du Yamato, étant souvent des chefferies locales qui, en échange d'une allégeance assez légère, se voyaient confortées dans leur autonomie territoriale par des titres ; les seconds, selon un processus inversé, à partir d'une spécialité organique réelle, à proximité de l'O-Kimi, ayant rassemblé une clientèle et des terres, contrôlaient collectivement les provinces centrales appelées *kinai*. Seule cette seconde catégorie formait ce qu'on appelle la Cour, vrai gouvernement et noyau fondateur de presque toute la noblesse japonaise.

Il est difficile de se représenter dans cette structure fédérale, resserrée ou espacée, l'O-Kimi comme le détenteur de pouvoirs souverains. La continuité de la dynastie, opposée consciemment à la précarité de celles du continent, reposait sur l'exaltation de la linéarité : expression du vitalisme, générateur d'un éternel présent, systématisée dans la « Voie des Dieux » (*shinto*).

C) Le VII^e siècle introduit une double rupture : il est simultanément la sortie de la protohistoire et la première rencontre avec la Chine. Après avoir beaucoup emprunté au continent, sans plan préconçu, tout comme les populations et les chefferies qui l'avaient précédé, le Yamato se trouve dès lors en présence d'une menace militaire et d'un modèle global d'État et de civilisation : une situation que l'on a pu comparer à celle de Meiji, et qui déclencha, psychologiquement, le même type de réaction, faite d'imitations passionnées et d'une volonté radicale d'indépendance politique et culturelle.

Dès 562, à la suite de guerres intracoréennes, avait été perdu le pays des Kaya, appelé Mimana : certainement pas une conquête coloniale

du Yamato, mais, d'une manière plus plausible, le point de départ de nombreux *kikajin*, peut être même d'aristocrates japonais ayant gardé exceptionnellement le souvenir de leurs origines. En 660, pour faire face à une intervention victorieuse des Chinois, le Yamato tenta de secourir le Paekche, son dernier allié, par l'envoi d'un corps expéditionnaire qui fut écrasé à Hakusunko. La crainte d'une invasion de l'archipel par une armée chinoise se répandit. Des fortifications furent élevées par le futur empereur Tenchi. Or bien avant cette démonstration de sa supériorité militaire, la puissance de la Chine avait pu être observée *in situ* par les nombreuses ambassades envoyées sur place par le « régent » Shotoku taishi, de 600 à 614. Chacune d'elles comportaient des « étudiants » dont certains séjournèrent longtemps à l'étranger.

La conjonction des données militaires et du retour de Chine des « étudiants » qui avaient pu observer le fonctionnement d'un État, uniformément soumis à des institutions rigides, sous l'autorité d'une capitale, engagea la fédération du Yamato dans la voie de réformes radicales qui durèrent tout le VII^e siècle : sous Shotoku taishi, puis sous les Soga (un *uji* lié à la dynastie de l'O-Kimi et protecteur des immigrants coréens), sous les empereurs Tenchi (avant et après son intronisation), et Temmu, celui qui ordonna la compilation du Nihonshoki.

C'est alors que le mot « Japon », lever du Soleil, remplaça l'expression « pays des Wa », dans la terminologie géographique, et que *Tenno* fut substitué à O-Kimi pour la désignation du souverain : dans ces deux cas, l'égalité avec la Chine était affirmée. Bouddhisme et confucianisme servirent aussi les réformes dans la mesure où ces croyances ou idéologies universelles transcendaient le particularisme religieux des *uji*. Mais, pour faire contrepoids, la mythologie traditionnelle et le culte des *kami*, enracinement de la dynastie impériale et de la création du Japon tout entier dans un monde divin, furent confirmés, par les rites et les livres du shinto.

Chapitre II - LA CITÉ IMPÉRIALE (VIIIe-XIIe SIÈCLE)

Produit d'une imitation plus volontaire souvent que réfléchie, voué tout entier à la centralité (la création d'une capitale) et à l'uniformité (par la rédaction de codes appliqués idéalement partout), l'État antique, du fait de son caractère systématique, se présente davantage, en ses débuts, comme un objet statique à décrire, que comme un rapport de force dynamique à analyser.

I. - Les institutions

La capitale (*kyo*) fut plusieurs fois déplacée et reconstruite en des sites variés durant les VII^e et VIII^e siècles. À partir de la fondation de Heijo-kyo (Nara), en 710, cette mobilité diminua. Elle prit fin lors de la fondation de Heian-kyo, en 794. Plusieurs codes furent compilés. Mais seul celui de Yoro (daté de 718) est conservé. Toutefois dans ses deux manifestations, le sens des changements resta identique.

1. **La capitale.** - Il s'agit certes d'une agglomération urbaine qui finit par être considérable, mais destinée dès l'origine à rester unique (d'où l'emploi du singulier), parce que la centralisation impliquait l'unicité. Devaient y résider, outre l'empereur et sa parenté, les aristocrates devenus tous des fonctionnaires et formant la Cour. Les gardes, les domestiques, les artisans n'y séjournaient qu'en proportion de l'utilité de leur présence ; les moines en fonction de leurs liens avec le pouvoir.

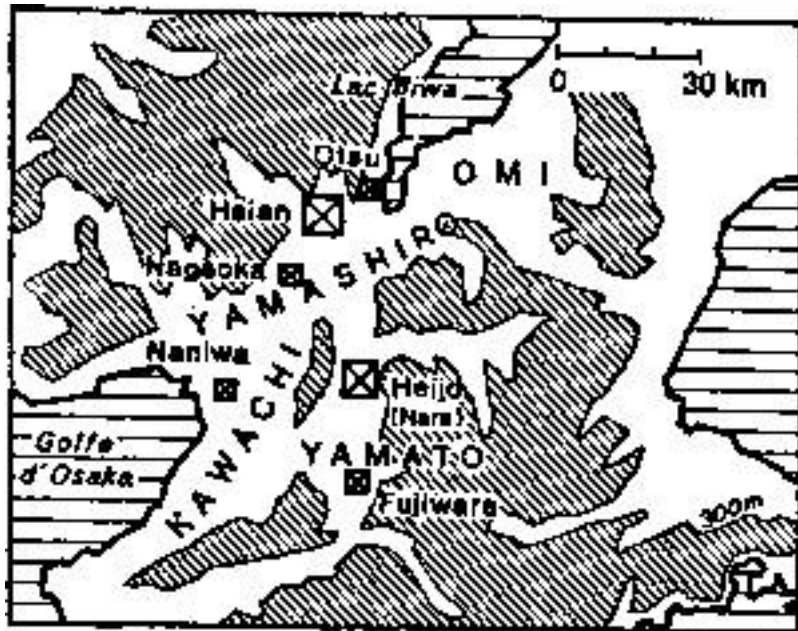


Fig. 2. - Les capitales antiques

Le plan était emprunté à la Chine : quadrangulaire, avec recoupement d'artères nord-sud et est-ouest, mais traversé par une large voie axiale nord-sud, longue, dans les deux derniers sites, Heijō (Nara), puis Heian, de 4,7 km, terminée, au nord, par le Palais impérial, au sud, par la porte *rajomon*. Cependant en Chine ce type de cité était protégé par des remparts. Au Japon, la sécurité l'en dispensait.

La mobilité des sites eut plusieurs causes. Les interdits venus du *shinto* - l'obligation de fuir la souillure de la mort, lors du décès du souverain -, longtemps importants, furent effacés ensuite par le bouddhisme. La Cour dut compter aussi avec la répartition géographique des *uji*, dont elle émanait, ainsi qu'avec le problème des ressources et de la main-d'œuvre (des dizaines de milliers de corvéables) venues des provinces. La capitale fut déplacée au cours de la vie d'un même empereur : une explication trop simple est à écarter. On verra que, dans le cas de Heian, le souci d'éviter la pression des monastères fut décisive.

2. Les codes. - Ils comprenaient un droit pénal (*ritsu*), un droit constitutionnel (*ryo*), des lois complémentaires et des règles d'application. L'abrégié *ritsu. ryo. seido* évoque en fait le système (*seido*) politique lui-même.

On peut y voir une tentative d'étatisation absolue, accompagnée cependant, dès l'origine, de tels correctifs, que la volonté de renforcer

les privilèges hérités du Yamato semble en avoir été l'inspiration.

A) Le travail, la terre, la production sont entièrement contrôlés, grâce à une extension à toute la population des registres de familles et du recensement des outils, et à tout le territoire d'un cadastre connu, mais d'un usage limité au VI^e siècle. Jardins et terrains bâtis, cependant, sont laissés à leurs occupants. Dans chaque catégorie sociale reconnue, les individus étaient classés selon leur sexe et leur âge. Toutes les rizières (*den*) étant publiques (*koden*), chaque sujet recevait une part (*kubun*) de surface, pour sa subsistance, adaptée à son statut.

D'où le nom de ces rizières, *kubunden*, appelées aussi *handen* (rizières de redistribution), le sol cultivable étant révisé tous les six ans. L'impôt foncier ne dépassait pas 3 % de la récolte. Les charges les plus lourdes (livraison de produits, par exemple textile, et corvées) pesaient sur les personnes.

B) Dans les provinces, les *kuni* furent changés, afin de faire oublier les anciens cadres politiques. Un gouverneur (*kami*) et trois administrateurs, envoyés de la capitale, formaient le gouvernement provincial (*kokushi*). Le personnel subalterne recruté sur place parmi les anciens notables constituait une « fonction publique territoriale ». Des inspecteurs surveillaient les *kuni* en parcourant des circuits (*do*). Près de l'actuelle ville de Fukuoka, le *Dazaifu*, office spécial, surveillait Kyushu et les contacts avec le continent.

C) Dans la capitale, une élite de 5 000 à 10000 fonctionnaires (les estimations varient selon les dates choisies et les méthodes de calcul) devait se consacrer au service de l'État et ses membres ne devaient qu'à lui seul leur survie au double plan honorifique et matériel. Cette noblesse de fonction, formée uniformément dans et par l'État, était, à l'exception des princes impériaux, répartie en 30 échelons officiels (regroupés en huit « rangs » et un « rang » de début), chacun ouvrant la voie à une possible nomination dans des postes, selon des procédures régulières. Il en résultait théoriquement un principe de mobilité sociale : donc un enseignement et des examens. En fait, les hauts fonctionnaires répartis dans les cinq rangs supérieurs (correspondant à environ 130 postes) avaient le double privilège de très hauts traitements, et d'un droit de transmission héréditaire leur permettant d'assurer à leurs fils, voire à leurs petits-fils, des débuts de carrière, que, même à la fin de leur vie, ne pouvaient espérer les administrateurs subalternes.

De cette description, la Cité impériale ressort comme une évidence. Mais les institutions autorisent-elles à qualifier d'État l'organisation du Japon antique ?

II. - L'espace antique et le mouvement économique

Autour de la Cité impériale, l'espace antique est remodelé : éloigné du continent, dilaté dans l'archipel par la guerre et les défrichements.

1. Le repli dans l'espace insulaire. - Après sa défaite à Hakusunko (663), la Cour n'eut en vue que des relations extérieures pacifiques : des ambassades furent échangées avec la Chine, une vingtaine jusqu'en 838 à l'initiative du Japon. Chaque fois des jonques transportaient environ quatre cents représentants laïques et moines bouddhiques. Ambassades coûteuses (vu le nombre des naufrages), qui prouvent l'intérêt de la capitale pour les marchandises importées : drogues médicinales, parfums, livres et images bouddhiques.

Puis vint le temps de la rupture. La conception chinoise du monde qui reléguait le Japon au rang d'État tributaire était gênante. Par réaction Shotoku Taishi, dans ses adresses à la Cour des Sui, avait nommé le souverain du Yamato « Fils du Ciel, dans le pays où le Soleil se lève ». Estimant ne plus avoir à apprendre, la Cour supprima les ambassades : celle de 894 ne partit pas. Le commerce continua, assuré par des Coréens, puis par des Chinois qui, venant à Hakata, près du Dazaifu, et à Naniwa, introduisirent leur monnaie de cuivre au Xe siècle. Le Japon n'était que le pays des métaux bruts : or, argent, mercure.

2. La conquête intérieure. - Face aux populations périphériques du Jomon tardif (touchées néanmoins par l'usage du fer et la riziculture irriguée), le Yamato demeura pacifique. Une conquête systématique commença après le retrait de Corée. Des provinces furent créées dans l'extrême sud de Kyushu (Osumi, Stasuma) et dans l'extrême nord (Dewa et Mutsu). Chaque étape de la pacification voyait surgir des centres administratifs japonais nommés « barrière » ou « redoute ». Brassages de populations, alliances de lignages et commerce hâtèrent l'assimilation. Des groupes d'Ezo avaient été déportés dans les régions centrales sous le nom de *fushu* (captifs). Dès 816, des rizières leur furent attribuées. Au Xe siècle, à l'exception de l'Hokkaido actuel, la Cité impériale rayonnait dans tout l'archipel.

3. Les défrichements. - Dans les terres conquises, tout comme au centre de l'État, prolongeant le travail des époques Yayoi et Kofun, paysans, moines et aristocrates entreprirent d'étendre l'espace cultivé. La faim de terres, générée par l'essor démographique, y contribua. Mais encore des intérêts sociaux : d'une part, pour les particuliers, un droit privilégié d'occupation (sinon d'appropriation qui n'était pas conceptualisé) à perpétuité en 743, qui attira les fonctionnaires et les moines ; d'autre part, le luxe de la Cour et des monastères qui exigeait

l'ouverture de chantiers forestiers pour la fourniture en bois de construction (champs et rizières devaient alors s'y adjoindre pour l'entretien des bûcherons). Une partie de la main-d'œuvre n'était pas fixée. On peut imaginer une masse paysanne mobile s'intégrant dans une foule de petites entreprises, conduites par des notables locaux, patronnées par l'aristocratie et les monastères. Nombre de chantiers furent sans lendemain. Dès le XI^e siècle, des « rizières de redistribution » étaient en friche.

4. L'expansion économique. - Elle fut continue, mais lente. Il faut y distinguer l'apparence et la réalité.

Au VIII^e siècle, au moment où Heijokyo (Nara) va être construite, la Cour tente d'organiser une économie commerciale. De 708 à 958, des monnaies sont émises. Mais la frappe de l'argent cesse dès 709. Seules circulent des pièces de cuivre, métal dont l'extraction fut accrue. A Nara et à Kyoto, le plan urbain prévoyait deux marchés (de « droite » et de « gauche »). Pendant la construction des capitales, monnaies et marchés n'étaient en usage que pour la rémunération et l'approvisionnement du personnel mobilisé. Bien que le long de la rivière Yodo, entre Heiankyo et le golfe d'Osaka (appellation actuelle), *sake* (alcool de riz) et poissons séchés aient été vendus sur des marchés secondaires, puis acheminés vers les marchés officiels de la capitale, la fiscalité demeura le principal moteur des échanges. Les artisans travaillaient sous contrôle.

Au Xe siècle, la fin du monnayage, des contacts officiels avec la Chine, la fermeture des grands marchés, l'extension des friches ne révélaient pas une régression comme celle que connut l'Occident après la division de l'Empire romain. Il y eut simplement effacement de superstructures économiques inutiles. En revanche au XII^e siècle, les signes annonciateurs d'une phase d'expansion se multiplient. Des marchés s'animent à Kyoto (Heian), où des marchands-artisans forment des guildes, ainsi qu'à Hakata et à Naniwa, lieu d'arrivée des navires chinois.

III. - Union et désunion de l'aristocratie

Face aux mondes extérieurs, la sécurité et une abondance suffisante en produits de nécessité et de luxe étaient d'une importance vitale pour la Cité impériale, Heijo-kyo, puis surtout Heian-kyo. Mais il ne semble pas que, des siècles durant, il y eut là des motifs d'inquiétude graves. Ni l'étranger continental, ni le pourtour archaïque du Japon rizicole n'étaient menaçants. De tels contacts, la paix et les échanges furent les traits constants.

Le vrai danger potentiel était représenté par le monde provincial

dominé, où une contre-civilisation risquait de se former : la preuve en fut administrée à la fin du XII^e siècle, entrevue par les habitants de Heian, comme la confirmation de l'apocalypse annoncée déjà par le bouddhisme. Mais la société provinciale évoluait lentement et jusqu'à l'irruption des cataclysmes, c'est à l'intérieur des aristocraties laïques et monastiques que résida le danger.

1. Les forces profondes. - Plus qu'aux institutions, la capitale doit sa capacité de durer à la cohésion de ceux qui y résident. Mais elle ne se transforme pas en coercition, parce que la cohabitation quotidienne dans un espace limité y a modifié les comportements de l'élite supérieure et subalterne.

A) La démilitarisation. - C'est la ville qui supporte les structures politiques et culturelles de l'État antique. Or les 5 ou 10 000 fonctionnaires qui en sont le noyau et la raison d'être ont eu des ancêtres guerriers durant tout le VII^e siècle, en particulier sous les empereurs Tenchi et Temmu. À Heijo-kyo (dite époque de Nara), la violence ne disparaît pas complètement. À Heian, au IX^e siècle, elle est impensable, d'autant plus qu'elle est cause d'incendies. La pratique guerrière de l'équitation et de l'escrime recule rapidement. La capitale s'isole : une sortie, fût-elle de quelques kilomètres, suffit à remplir d'effroi ceux qui s'y risquent. Certes, les voleurs sont nombreux dans l'agglomération, sans inspirer toutefois la même terreur. Une démilitarisation complète (et irréversible) de l'élite fut donc le prix psychologique à payer pour la stabilité de l'Etat. On se risquera à évoquer, malgré d'immenses différences, la « Société de Cour » décrite par Norbert Elias, où, un millénaire plus tard, le noble remplace l'épée par la canne et adopte l'autocontrainte comme seule conduite naturelle.

Plutôt que d'administrer l'État, en tant qu'espace productif, la tâche prépondérante de la Cour fut de se gouverner elle-même, de se discipliner, de faire respecter par chacun de ses membres la position hiérarchique où il trouvait et ses limites et sa sécurité. Ce qui supposait néanmoins qu'à cette démilitarisation répondit, dans les provinces productrices, un semblable renoncement à l'usage de la force, bien que les contraintes de la cohabitation urbaine y fussent absentes. Quoique les preuves soient difficiles à réunir, on admettra que, parallèlement à la création de la capitale, les *uji* provinciaux ont été affaiblis soit par un processus d'autodissolution endogène, la sécurité étant suffisante localement, soit par migration d'une partie de leurs élites vers la Cour.

Loin de la ville toutefois, la démilitarisation n'était que temporaire : le mouvement s'inversa dès que revint le danger. De là, l'un des traits originaux de la civilisation japonaise : une cassure persistante dans les

élites entre le *kuge* (noble de Cour) et le *bushi* (guerrier), qui, concrétisée au XII^e siècle, dura jusqu'au Japon de Meiji.

B) *Les sécessions*. - La capitale, malgré sa cohésion séculaire ne put pas conserver dans son cadre géographique la totalité des forces qui s'y étaient coagulées.

Les nouvelles sectes bouddhiques, Tendai et Shingon, furent les premières à s'en éloigner. Les six sectes plus anciennes, en fait des écoles dogmatiques localisées dans un seul monastère et directement empruntées à la Chine, n'existaient qu'à l'intérieur même de l'État, dont elles assuraient par leurs cérémonies la protection. À Heijo-kyo, une colossale statue de bronze (le grand bouddha de Nara) fut inaugurée en faveur de la paix. Les moines participaient à la construction des routes, des ponts, des réservoirs nécessaires à l'irrigation.

Sous le règne de Kammu-Tenno, la fondation de Heian représentait déjà une forte réaction contre cette symbiose. Mais, en outre, le monachisme des deux nouvelles sectes s'organisa sociologiquement d'une manière autonome : chacune avec son orthodoxie, sa hiérarchie, sa discipline austère, ses localisations dans des montagnes plus ou moins éloignées, ses possessions foncières. Dès le X^e siècle, les moines se mêlent aux rivalités de la Cour, recrutent des guerriers, puis s'arment eux-mêmes en masse. Néanmoins, malgré des heurts avec la capitale, ils lui restent liés culturellement par l'élitisme de leurs doctrines.

Plus tardif, et avec des conséquences plus graves à long terme, fut le départ de groupes d'aristocrates vers des provinces souvent lointaines, dans le Nord-Est et le Kanto. Il ne s'agissait pas d'y occuper provisoirement des postes de gouverneur, mais de s'y fixer définitivement, en y regroupant des terres, en s'y alliant par mariages avec les notables locaux, les « fonctionnaires résidents », qu'ils pouvaient regrouper en clientèles. Nostalgiques de la capitale, ils ne s'en posaient pas moins en concurrents.

2. Les pouvoirs familiaux.

A) *Précarité et stratégies de survie*. - Une noblesse de fonction est par nature soumise à la précarité. Elle ne dispose pas de titres héréditaires, mais simplement d'une « inégalité des chances », étroitement conditionnée par la fonction qu'exercent le père ou le grand-père du futur fonctionnaire : que ces derniers viennent à disparaître trop tôt, l'avantage de la naissance s'évanouit également. Les privilèges dont bénéficiait la strate supérieure des fonctionnaires de la capitale exigeait ainsi une reconduction continue, d'une génération à l'autre, de l'obtention de l'un, au moins, des postes

dominants. En outre, faute d'adversaires réels, l'État antique (dont les fonctions spécifiquement étatiques étaient atrophiées) était incapable de procurer une gloire (victoire militaire, entreprise audacieuse de réforme) capable de mettre en valeur le talent individuel, et donc d'inverser la chute d'un lignage entraîné vers l'obscurité. S'en remettre aux études et aux concours (qui du reste ne s'appliquaient, hors d'éventuelles prouesses culturelles, qu'à une parodie de gouvernement) eût été en contradiction avec le désir fondamental de la continuité des lignages. Ces derniers, pour maintenir leur rang, durent donc s'orienter soit vers des stratégies d'influence, à base de constructions familiales complexes, soit vers une reconstitution des patrimoines fonciers transmissibles héréditairement.

Seuls les lignages illustres sont connus : il est donc hasardeux de généraliser leurs pratiques. Cependant, il semble sûr que, seuls, ils avaient les moyens de multiplier et les mariages et les adoptions (en mettant à profit des libertés plus larges que celles de la Chine antique), et que les stratégies familiales eurent pour finalité moins l'acquisition que la conservation des privilèges. Il en résulta des systèmes de parenté d'une stupéfiante complexité : écarts d'âge de plus d'une génération entre les épouses, entre demi-frères ou demi-sœurs ; mariages entre tante et neveu, oncle et nièce ; adoption d'un frère cadet par un frère aîné ; adoption encore de l'enfant de l'une des épouses par une autre épouse, donc un transfert d'enfant tenu pour banal. Sans qu'il faille négliger le cas de la « fille oubliée » (thème littéraire noté dans le *Dit du Genji*), dont on se souvient à un moment donné pour faire face à un vide stratégique. Car sous l'anarchie apparente, c'est la politique qui domine. Tout d'abord le besoin d'héritiers, à une époque où les épidémies pouvaient être dévastatrices, mais aussi de filles à placer, dans un lignage prestigieux, et, espérance ultime, dans celui du *Tenno* ou de son successeur prévu. Batardise et légitimité étant secondaires, l'adoption permettant de pallier bien des déficiences, le nombre des héritiers était une force et il a semblé réaliste de voir dans ces parentés tentaculaires une renaissance des *uji*, tels qu'ils avaient existé avant la stabilisation de la Cour. En fait, les différences sont décisives.

Les postes visés sont ceux de l'État, donc limités en nombre et impropres à un partage. Les nominations sont individuelles, nullement collectives, même si les liens familiaux y jouent un rôle capital.

Il s'ensuit qu'une parenté trop tentaculaire pose les questions insolubles de sa hiérarchie interne et d'un droit successoral qui, à Heian, resta dans un flou persistant. Faiblesse générale des régimes polygamiques, la transmission des pouvoirs était conçue selon une ligne verticale - de père à fils - ou horizontale - de frère à frère. Les conflits internes étaient aussi intenses que ceux qui opposaient

globalement un faisceau de parentés à un autre. La situation multirelationnelle des membres du groupe familial faisait obstacle à la persistance des fidélités au-delà d'une génération. Avoir de nombreux fils pouvait être un avantage pour le père : pour son principal héritier, le nombre des frères devenait facilement une nuisance. Certains chefs de lignage en ayant conscience, à un désir d'élargissement de la parenté, substituèrent une stratégie de resserrement, dont l'adoption du cadet par l'aîné est un exemple. La logique « verticale » du lignage était en contradiction avec celle de *Yuji* (de la parenté tentaculaire), même si elle devait utiliser ce moyen, en le réduisant en fait à une clientèle viagère, dissimulée sous l'apparence d'une stratégie simplement familiale.

La reconstitution des patrimoines allait dans le même sens. Désignés comme *shoen*, il s'agissait non de terres à cultiver, mais d'une attribution, individuelle (tout comme les nominations à un poste), de pouvoirs régaliens, principalement fiscaux, sur un espace donné. Privatisation du prélèvement des taxes et impôts divers, sans réellement le souci d'organiser une exploitation domaniale, le *shoen* procurait à des aristocrates fonctionnaires des revenus sûrs, indépendants des aléas de leur carrière et du lieu de leur résidence, liés le plus souvent à la capitale. Il faut ajouter que les femmes (exclues dans l'ensemble des postes officiels) pouvaient être héritières de tels biens et les transmettre par testament.

B) *Immobilisme et fractionnement de la Cour*. - Si l'histoire du Japon et celle de la Cour avaient été mêlées, cette dernière aurait été troublée à l'extrême par les stratégies de survie du petit groupe des hauts fonctionnaires. Mais au contraire, à Heian, la séparation ayant duré jusque vers le milieu du XII^e siècle, leurs actions (s'assurer des nominations, bâtir des organisations familiales et des clientèles, privatiser une partie des revenus fonciers dont jouissait la capitale) exigeaient, et eurent pour conséquence, l'immobilisme du cadre formel dans lequel elles se déroulaient, parce que ce dernier conditionnait la prévisibilité des résultats. Par immobilité, il faut entendre une administration répétitive, le ritualisme, l'expression littéraire comme champ unique de créativité et le cantonnement du *Tenno* dans l'activité cérémonielle : donc une politique dépolitisée, sans projets collectifs, et sans drames.

Cependant, dans deux cas les stratégies dynastiques parvinrent à des succès suffisants pour qu'il en résultât la formation, parallèlement à l'État, mais dans la Cour, de deux sous-systèmes politiques stables : 1 / celui des régents-chanceliers (*seikan-seiji*), titres de fonctions nouvelles, non prévues par les codes et attribuées, empiriquement, à quelques familles Fujiwara, puis, dès le Xe siècle, monopolisées par un

seul de leurs lignages (non sans de violentes compétitions internes) ; 2 / celui, au siècle suivant, des empereurs retirés (*in-sei*), théoriquement retirés dans une vie monastique (en fait dorée et active), qui permit à certains membres de la famille impériale de se pourvoir d'une position d'autonomie que son cantonnement cérémoniel interdisait au souverain régnant.

Les deux cas semblent *a priori* divergents : les régents-chanceliers accédaient à une fonction officielle ; les empereurs quittaient la leur. Mais ni les uns ni les autres n'avaient d'attributs précis de pouvoir. La localisation du pouvoir dans l'État ne fut jamais institutionnalisée à Heian : elle dépendait d'un jeu d'influence variable. Ces titres ou qualités toutefois se situaient d'emblée, et également au-dessus ou tout au moins au-dehors de la hiérarchie. En revanche, les Fujiwara du lignage privilégié obtinrent très vite que le titulaire unique du titre soit de régent ou soit de chancelier fut reconnu comme le premier de sa parenté, avec la charge de « chef de *Yuji* » (la réalité de ce dernier méritant maintes restrictions). Dans la famille impériale, il fut plus long de faire admettre que le premier, en termes de parenté, n'était pas le souverain régnant, mais l'un ou l'autre de ses prédécesseurs (souvent par ordre d'ancienneté) : fait qui retarda la formation de son sous-système politique.

Cependant, dans les deux cas, l'acquisition des *shoen* fut la cause décisive de l'émergence de ces « gouvernements » privés : ils s'imposaient pour la gestion des revenus privatisés, leur acheminement des lieux de production vers la capitale, lieu de stockage et de consommation, sans intervention étatique. Des fonctionnaires privés étant nécessaires, ils furent recrutés dans les strates moyennes et inférieures de la Cour, déjà pourvue de fonctions publiques : de là, une imbrication des carrières, et d'immenses possibilités de cumul et de clientélisme. À la gestion s'ajoutèrent divers offices et un tribunal.

Dans la seconde moitié du XII^e siècle, eurent lieu d'autres tentatives - celles de certains Minamoto et Taira (branches dérivées et détachées de la souche impériale) - pour créer des autonomies identiques. Mais elles se heurtèrent à l'irruption de la violence militaire dans la Cour, non conforme à son immobilisme séculaire.

IV. - La dynamique de la société provinciale

« L'espace, ennemi n° 1 » : cette formule qui sert de titre à l'un des chapitres de Fernand Braudel dans sa Méditerranée au temps de Philippe II serait vraie pour le Japon de Heian, à la condition de la nuancer selon les distances. Le monde provincial y avait été considérablement dilaté par la conjonction de l'assimilation des populations du Jomon tardif, d'un réchauffement climatique, sensible

dès le VIII^e siècle, qui favorisait l'extension de la riziculture, et d'un essor démographique qui, à la fin du XII^e siècle, donna à la plaine si excentrée du Kanto une densité d'habitants capable d'équilibrer celle des régions ayant servi de cœur à l'État antique. Plus grand est l'éloignement - qui peut exiger des semaines de voyages par terre, la voie maritime étant trop dangereuse, hors de la Mer Intérieure -, plus faible est l'emprise de la capitale. Or c'est précisément en ses terres lointaines qu'une interaction put le mieux se produire entre diverses formes de dissociations (privatisation des revenus fiscaux soustraits grâce aux shoen à la communauté aristocratique ; émigration définitive) à l'œuvre dans la Cour, d'une part, et la pression ascendante d'une strate paysanne moyenne, stimulée par la possession de la terre, d'autre part.

1. « **Shoen** » et « **Myoden** ». - Ces deux institutions visant également l'appropriation de la terre cultivable, différenciées fortement par leur nature juridique, leurs conséquences sociales, leurs dimensions respectives sur le terrain, la période de leur généralisation, finirent toutefois par devenir complémentaires, la seconde s'intégrant dans la première.

Pour le shoen, une charte de fondation était nécessaire - précisant ses limites, sa surface, l'étendue de son immunité fiscale - que seuls le Conseil suprême (dajokan) ou le ministère des Affaires populaires avaient originellement qualité d'accorder. Pour le myoden, le fait précédait le droit : l'usager d'un terrain (rizières, - den -, champs, friches) lui donnait son nom (myo), manière symbolique de l'enclorre et d'en écarter les concurrents. Aucune charte n'était nécessaire : mais présence sur place et mise en valeur s'imposaient, ainsi qu'un rapport de force favorable, face soit au gouverneur et à ses délégués, soit au bénéficiaire d'un shoen (nommé ryoshu), selon que le terrain concerné était soumis à une fiscalité publique ou privée. La question de la main-d'œuvre était cruciale pour le myoshu (maître de myoden) : souvent, chef d'une famille paysanne étendue, il rejetait ses collatéraux vers la condition de tenancier (sakunin), et s'appropriait tout ou partie des terres indivises du groupe familial. Mais finalement, à la fois paysan riche, chef d'exploitation et rentier du sol simultanément, le myoshu se rendit dès le Xe siècle indispensable aux autorités qui auraient pu le combattre : il devint collecteur d'impôt. Le versement du nengu, taxe annuelle payée en riz, tomba partout sous sa responsabilité : il la remettait (en prélevant sa part) soit au bénéficiaire du shoen ou encore à son administrateur (shokan), soit aux agents publics. Pour longtemps, le myoden demeura l'unité fiscale de base.

Dans les régions centrales où l'enchevêtrement des droits était extrême, où shoen, terre d'état (koryo), et myoden étaient composés

de parcelles dispersées, cette solution fut une commodité technique. Dans les provinces lointaines, récemment défrichées, et sous-administrées, la question mérite d'être posée différemment. À l'intérieur des vastes dimensions d'un shoen, plusieurs myoden purent s'emboîter sans difficulté. D'où une conjonction d'intérêts privés, dont il est permis de penser que, loin de nuire à la cohésion de l'État antique, elle a contribué, plus que n'en eut été capable une centralisation bureaucratique, à faire pénétrer, par exemple jusque dans le Kanto, le rayonnement de la capitale : une conclusion qui toutefois doit tenir compte du retour de la guerre.

2. La remilitarisation. - Ce n'est pas la privatisation de l'administration et de l'exploitation de la terre, mais le retour en force du guerrier (bushi) qui, dans la dynamique de la société provinciale, devient de plus en plus le trait marquant. La Cour avait compris la nécessité ponctuelle d'une présence armée. Mais elle ne sut pas l'organiser, et c'est, hors de son initiative, que, au XI^e siècle, des groupes de bushi (bushi-dan) se forment, toujours plus nombreux, pour défendre non l'Etat, mais leurs biens propres ou leur autorité contre des dangers diffus dans les campagnes.

Toutefois, d'une comparaison succincte avec l'Occident, il ressort que, au Japon, certains synchronismes fondamentaux font défaut. Le cadre politique et social dans lequel se constituent les bushidan évolue différemment : on ne voit vraiment ni vassalité, ni seigneurie châtelaine, ni spécialisation militaire affirmée.

Contre le danger, comme en Occident, la force n'est pas l'unique recours et, selon un processus analogue à la « recommandation », les bénéficiaires des myoden et des shoen, se sentant menacés, cherchent la protection de personnages plus puissants, auxquels ils « remettent » leurs biens. Or il ne s'agit nullement d'un engagement d'homme à homme, mais, le sol et ses revenus étant seuls concernés, d'un partage de ces derniers. Il n'est pas question non plus d'une délégation implicite de pouvoir. Selon une hiérarchie descendante, du haut protecteur, ryoke (un personnage puissant de la capitale ou un grand monastère), jusqu'au myoshu et même au tenancier (sakunin), avec en position intermédiaire, l'ancien ryoshu et le shokan, il n'existe d'association que pour fixer des parts (shiki) de récoltes. Ces dernières sont librement transmissibles par héritages ou encore vendues, en totalité ou en partie : première pénétration d'une économie de marché, faisant obstacle à la fidélité vassalique et à la seigneurie. Le commerce et la guerre se déploient parallèlement, laissant un rôle protecteur à l'aristocratie de l'État antique.

Les bushidan reflètent ces ambiguïtés. Le terme désigne soit de petits groupes assez stables, de formation locale, soit de grandes

solidarités guerrières d'une durée très aléatoires, quoique leur fréquence augmente durant la seconde moitié du XII^e siècle.

Dans les premiers dominent les petits notables ruraux : il faut en effet de l'aisance pour se procurer des armes, des loisirs pour s'exercer au sabre et à l'arc, enfin un certain prestige. De même que les myoshu, ces chefs de groupes recrutent leur personnel (cette fois-ci, leurs compagnons de combat) dans leur parenté proche ou lointaine, ainsi que dans leur domesticité. La hiérarchie interne est de type familial. La guerre n'est pas leur occupation exclusive et tous préfèrent ne pas s'éloigner longtemps de la terre qui les nourrit.

À la tête des grands bushidan, on retrouve au contraire les noms dominants de l'aristocratie : princes impériaux, Fujiwara, Minamoto, Taira, divisés en lignages qui ont tantôt fait choix d'un départ définitif vers le monde provincial, où ils ont retrouvé des habitudes guerrières, tantôt décidé au contraire de demeurer dans la capitale. C'est sous la bannière des uns ou des autres que les petits bushidan, guerriers à temps partiel, entrent dans la grande histoire, espérant y trouver l'occasion de consolider leur situation locale, encore plus fragilisée que ne l'est, dans la Cour, celle des lignages illustres, par l'habitude du partage successoral.

V. - La fin de l'État antique

Il est impossible de préciser quand prit fin l'État antique. Car il s'agit, au sens que H. I. Marrou donne à ce mot, en l'appliquant au passage du monde païen au monde chrétien dans un même empire (Décadence romaine ou antiquité tardive ?), d'une « pseudomorphose ». Certes, pour la capitale, les bushi provinciaux représentent bien une contre-civilisation. Mais ce n'est pas pour ce motif qu'ils se sont armés, et c'est sous des chefs issus de l'aristocratie, qu'ils s'emparent (répartis en armées rivales) de Kyoto entre 1183 et 1185. Quoique extrêmes, ces brefs épisodes militaires, qui affectent le sentiment de sécurité séculaire de la Cour, non son existence, ne créent une modification irréversible que dans la mesure où ils émanent de l'émergence du Kanto, donc d'un second « foyer central » dans la géopolitique interne du Japon, sans lequel la remilitarisation de la société provinciale n'aurait pas atteint sa masse critique. De plus, l'État antique n'avait cessé d'être un gouvernement symbolique plus que réel : le non-pouvoir du Tenno, qui en est l'expression, peut s'accommoder sans peine de la démultiplication des centres d'autorité, puisqu'il suffit à les empêcher de sécréter leur propre légitimité.

Chapitre III - LES DÉBUTS DE LA NATION (XIIe-XVIe SIÈCLE)

Le Moyen Âge ici est plus qu'une découpeur commode. On peut le comparer à celui de l'Occident : même fréquence des guerres intérieures, même fragilité des pouvoirs, même succès de l'autorité locale. Une classe guerrière domine. La vassalité est un moyen de commandement : mais sans se fermer aux hommes nouveaux.

I. - Les événements et l'espace

Le Japon est moins polarisé intérieurement, moins excentrique par rapport à l'Asie.

1. Les troubles et l'éclatement régional. - On distribue les siècles médiévaux en deux grandes périodes. L'âge de Kamakura (1185-1333) est une longue paix, encadrée de brèves ruptures : la guerre (1180-1185) dite, par simplification, des Minamoto (Gen) et des Taira (Hei), et la Restauration (impériale) de l'ère Kemmu (1333-1336). Au contraire, l'âge de Muromachi ne fut qu'une courte paix (1392-1441) entre la longue « Guerre des deux cours » (1336-1392), extension à tout le pays d'une rivalité dynastique au sein de la dynastie impériale, et le conflit encore plus long (1467-1560) et plus général, dit, d'une manière réaliste, « des Provinces en guerre ». Les dates n'ayant plus, vu l'instabilité permanente, qu'une valeur relative.

L'affaiblissement de la Cité impériale s'accélère au XII^e siècle. Aux mouvements d'autonomie qui affectent les provinces lointaines, s'ajoutent les recours plus fréquents à la violence dans la capitale elle-même, les factions anciennement établies (Fujiwara et princes impériaux mêlés) appelant à l'aide des sublignages - Minamoto et Taira -, plus ou moins militarisés. L'un des Taira, Kiyomori, en profita pour insérer dans la Cour un nouveau groupe de pression et concurrencer directement empereurs retirés et régents-chanceliers. Mais il meurt en 1180 et son régime ne lui survit pas, détruit par divers groupes guerriers, à la fois alliés et rivaux, venus du Kanto, nouveau pôle de puissance régional, qui abolissent en capturant la capitale la traditionnelle supériorité qu'elle détenait. Plus que les vicissitudes de la « guerre de Genpei », c'est la nouveauté du fait géographique qui s'impose. En émerge Minamoto no Yoritomo, qui, contrairement à Kiyomori, refuse de s'installer à Heian (que l'on commence à appeler Kyoto) et préfère fixer son quartier général à Kamakura. Ayant reçu de l'État antique, dont il ne conteste pas la fonction symbolique, le titre de shogun, à connotation spécifiquement

militaire, il se borne à dominer de loin, en s'appuyant sur une cristallisation régionale de forces sociales en voie de consolidation, mais qui néanmoins ne couvre qu'une partie du Japon. C'est ce pouvoir qui reçoit le nom de *Bakufu* (gouvernement militaire).

Yoritomo disparu, sa famille directe perd très vite le contrôle de Kamakura où par un paradoxe apparent une branche des Taira, les Hojo, conserve l'autorité jusqu'en 1333. Mais par leur longue durée s'enracine, dans la réalité et la terminologie, une tradition de dualité des institutions centrales du Japon, constitutive de l'État jusqu'en 1867. *Shogun* et *Bakufu* seront aussi permanents que les empereurs et la Cour. Il fut admis aussi que, vraie ou supposée, la descendance des Minamoto aurait, telle une dynastie, un privilège d'accès au shogunat.

Deux menaces pesaient néanmoins sur le régime : la jalousie de la Cour, à Kyoto, et le mécontentement jusque dans le Kanto, parmi les *bushi*, de ceux qui n'appartenaient pas à la clientèle proche des Taira-Hojo, devenus régents héréditaires du shogunat. Aussi longtemps que ces deux menaces furent séparées, la paix, malgré des complots, fut préservée, d'autant plus que les élites japonaises eurent besoin d'unité pour résister aux invasions des Mongols, venus du continent en 1274 et 1281. Mais, de 1331 à 1333, l'empereur Go-Daigo groupa une coalition (une faction de la Cour, les monastères voisins, des forces guerrières, où dominait celle de Ashikaga Takauji, un Minamoto, dans le Kanto) qui abattit le *Bakufu*. Selon un processus pratiqué dans l'aristocratie, la famille impériale était divisée en deux branches où était recruté alternativement le *Tenno*. À la longue, maintenir un consensus devenait impossible.

Mais Go-Daigo n'y parvint pas non plus et ne gouverna que pendant trois ans. À partir d'une représentation mythique du passé, il tenta de rétablir la suprématie de la Cour sur tout le Japon, de conserver lui-même sa dignité de *Tenno* et, contre une tradition devenue quasi immémoriale, d'en faire un vrai pouvoir. Révolté dans le Kanto, Takauji prit Kyoto en 1336, transféra la dignité impériale à la branche rivale de celle de Go-Daigo qui, réfugié au sud de Nara, à Yoshino, y créa, dans une relative pauvreté, une nouvelle Cour. Takauji prit pour lui le titre de shogun, et s'installa, non à Kamakura, mais à Kyoto, afin de mieux diriger la guerre. Tous les clivages rejouant, celle-ci devint générale jusqu'à ce qu'en 1392 Ashikaga Yoshi-mitsu, le deuxième successeur de Takauji, fut assez habile pour obtenir le retrait de l'empereur de Yoshino - celui de la Cour du Sud.

La dignité de *Tenno* réunifiée, le *Bakufu* de Muromachi fut partout reconnu, mais sur la base d'une sorte de régime fédéral : les hautes charges centrales revenant par alternance à des familles liées à la Maison shogunale. Chaque province est confiée à un « protecteur militaire », le *shugo*, tandis que des « gouvernements », calqués sur le

Bakufu, coiffent des ensembles géographiques : à Kamakura, pour le Kanto, le *Kanto-fu* est confié à une branche cadette des Ashikaga.

Fondé sur une adaptation réaliste à la dispersion spatiale des pouvoirs, le régime de Muromachi est à la fois durable et vite affaibli. Dès 1441, le *Kantofu* devient autonome. De 1467 à 1477, un conflit bipolaire, la guerre d'Onin, né de querelles successorales à Kyoto entre les grandes familles dirigeantes entourant les Ashikaga - principalement les Hoskawa et les Yamana -, répand l'anarchie. Finalement la guerre devient endémique. Le champ de forces se fractionne : Kyushu, Kansai, mer intérieure, Kanto ont leurs propres intrigues. Au début du XVI^e siècle, Ouchi Yoshiaki, dont les domaines s'étendent de part et d'autre du détroit de Shimonoseki, est le seul à pouvoir encore intervenir à Kyoto et dans le Kyushu. À l' « âge des provinces en guerre (*sengoku jidai*), nulle principauté n'est stable. Subdélégués, vassaux (*kashin*), parfois des notables obscurs constituent à leurs dépens des dominations plus réduites, défendues par une forteresse centrale. Au milieu du XVI^e siècle, les dynasties de *shugo* ont été remplacées par ces nouveaux lignages : le terme *gekokujo* exprime cette inversion hiérarchique. Parallèlement, les révoltes populaires deviennent fréquentes. La Cour perd définitivement le contrôle des *shoen*, ses ressources terriennes. Mais Kyoto reste une grande ville et rien n'interrompt la dynastie impériale.

2. L'ouverture sur l'Extrême-Orient. - Donnée basique, le volume des échanges avec la Chine ne cesse de croître. Dès le XII^e siècle, les Japonais construisent des navires assez forts et leur rôle dans le commerce maritime au XIV^e siècle est décisif. La Chine reste un fournisseur de produits de luxe. La diffusion du bouddhisme Zen au XIII^e siècle lui restitua une supériorité culturelle : d'où l'envoi vers le Japon de livres, d'images religieuses, surtout de porcelaines pour la cérémonie du thé. C'est le rôle de la métallurgie japonaise qui change : les armes (sabres, armures, hallebardes) sont exportées ; puis, aux monnaies chinoises, s'ajoutèrent des pièces de cuivre et d'argent fondues au Japon. Elle devinrent le moteur du marché extrême oriental. C'est l'argent qui attira les Portugais vers « Cipango ».

Ce commerce cependant ne rencontra que rarement des facilités dans les contacts d'État à État. Au XII^e siècle Taira no Kiyomori fit exception : il voulut entrer en relation avec les Song du Sud. Mais Kamakura se construisit comme un pouvoir terrien. Certes, Kubilai, le grand Khan des Mongols, après son installation à Pékin en 1264, introduisit une dimension politique internationale dans les conceptions du *Bakufu*. Mais l'effet en fut négatif, puisque celui-ci opta pour une résistance militaire et une méfiance persistante envers le continent. Dès la fin du XIII^e siècle, la piraterie animée par les *wako* -

pirates japonais - devint ainsi le mode chronique de contact entre le Japon et le monde extérieur, servant à la fois de stimulant et d'obstacle aux échanges. Il s'agissait d'un milieu international, où Chinois et Coréens étaient nombreux. Mais leurs bases se trouvaient au Japon, sur le littoral de Kyushu et de la mer intérieure. Plus qu'aux navires marchands, ils s'en prenaient aux côtes de la Chine et, après pillages, en rapportaient des produits recherchés par les élites japonaises : ce qui leur valut la complicité des monastères, de certains *shugo*, des notables des ports.

Un système interétatique fut esquissé, quand, face à la Chine des Ming, attirée non par le commerce, mais par la destruction des wako, se forma à Kyoto, sous le shogun Yoshimitsu, un pouvoir central efficace, intéressé, lui, par un contrôle étroit sur les profits des échanges maritimes. En 1404, un accord fut conclu entre Yoshimitsu et l'empereur Ming Yung-Lu, prévoyant l'envoi d'ambassades. L'affaiblissement du *Bakufu* ruina cette politique : les contacts officiels cessèrent dès 1448, les Ming préférant protéger leur littoral. La piraterie culminait au milieu du XVI^e siècle, lors de l'entrée en jeu des Portugais. Elle n'avait cessé de favoriser politiquement les forces centrifuges : les grands ports de mer, Hakata, Hyogo, et surtout Sakai, ainsi que des princes territoriaux, les Ouchi, puis les Shimazu de Satsuma, bien placés géographiquement. Lié à ces derniers, un royaume des Ryu-Kyu devint le marché central de l'Extrême-Asie, pour les épices et les parfums de Java ou du Siam, les drogues et porcelaines de Chine, le coton brut de Corée.

3. La décentralisation culturelle. - Géographique et sociale, déterminée par l'apparition de foyers militaires et économiques autonomes, elle traduisit la sensibilité des paysans, des marchands et largement des guerriers.

Longtemps la simplicité de la vie à Kamakura s'opposa au luxe qui était prisé à Kyoto. Puis les goûts s'uniformisèrent. Les Hojo favorisèrent les mariages entre les deux aristocraties, d'autant plus que, comme les Minamoto, eux-mêmes étaient issus de la capitale. Les *bushi* qui assuraient la garde des palais de Kyoto en observaient les distractions et le cérémonial. La fusion fut hâtée par la fixation des Ashikaga au lieu même de la Cour. La supériorité de Kyoto s'affirma sous deux *shogun* : Yoshimitsu, constructeur du « Pavillon d'Or » (1398), et Yoshimasa (1443-1496), le plus grand mécène du Moyen Âge, qui bâtit le « Pavillon d'Argent » (1482), en pleine période d'anarchie. Simples parties de résidences de plaisance, au pied des monts qui entourent Kyoto, l'un au nord, l'autre à l'est, ces pavillons représentent deux phases esthétiques, dites de la « Montagne du Nord » et de la « Montagne de l'Est ».

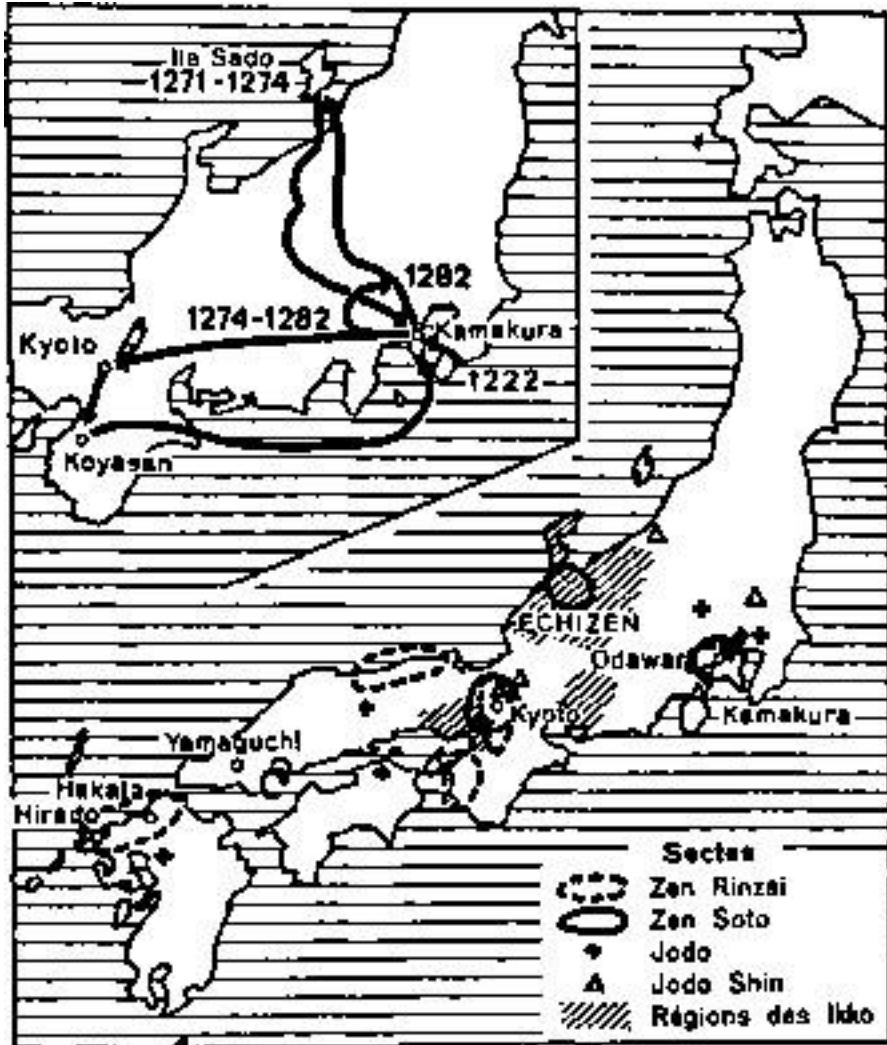


Fig. 3. - Géographie du bouddhisme médiéval
(en carton : les voyages de Nichiren)

Déjà débutait une seconde période de la décentralisation culturelle, celle où s'imposèrent les nouveaux foyers autonomes : Sakai qui apparut aux missionnaires ibériques, au XVI^e siècle, comme une autre Venise ; antérieurement déjà, Yamaguchi, capitale des Ouchi ; et dans le Kanto, Odawara, Sumpu, et le château élevé par Ota Dokan à Edo, et promis à un grand avenir.

La décentralisation du bouddhisme avait commencé beaucoup plus tôt : les nouvelles sectes se forment au XIII^e siècle. Les novateurs venaient de l'école du Tendai : Honen (1133-1212) et son disciple Shinran (1173-1256), organisateurs respectivement de la « Terre pure » (*Jodo*), et de la « Vraie terre pure » (*Jodoshin*) ; les moines Eisai

(1141-1215) et Dogen (1200-1253) qui répandirent, l'un, la branche Rinzai, l'autre, la branche Soto, du Zen de Chine ; plus tard, Nichiren, créateur de la secte qui porta son nom, contemporain de la menace mongole.

Partout un trait dominant : l'effort des moines pour atteindre les provinces. Reflet lui-même de leur origine sociale modeste, leur départ de Kyoto. Certaines de leurs réalisations offrent des ressemblances avec la Réforme en Europe : un langage simple, au lieu du chinois classique ; une dévalorisation de la vie monastique au profit des communautés de croyants ; parfois (Shinran) l'acceptation du mariage pour les prédicateurs ; enfin le rôle de la foi qui seule permet, rendant inutile l'ascétisme volontaire, de franchir la distance entre le monde terrestre, terre impure, et la « Terre pure », Paradis du Buddha Amithaba.

A cause de leurs rivalités parfois violentes, les sectes Jodo, Jodoshin, Nichiren, se donnèrent une organisation interrégionale et paradoxalement renforcèrent l'unité culturelle du Japon. Étendu à la Cour, bien accueilli par les *bushi*, qu'il préparait aux aléas de la guerre, le zen Rinzai inspira au *Bakufu* de Muromachi ses réalisations esthétiques, son désir de contact avec la Chine.

II. - Économie et société

Si la production agricole continue à soutenir l'expansion, le fait nouveau est le développement du marché. La monnaie est utilisée dans le système fiscal et la rémunération des vassaux. Morcellement de l'espace politique et élan de la production agissent l'un sur l'autre. Commerces maritime et intérieur se renforcent mutuellement. La guerre ne nuit pas aux échanges.

1. **La terre.** - Entre Antiquité et Temps modernes les rendements comptent plus que les défrichements. L'âge de Kamakura connaît le système de la double récolte (alternance du riz et d'une céréale non irriguée). Au XV^e siècle, des régions privilégiées en obtiennent trois par an et font une place aux cultures spéciales : légumes, arbre à thé, chanvre, lin, mûrier. Ces succès dépendaient des moyens de culture : animaux de labour et de transport ; outils en fer ; engrais à base de cendres ; irrigation. Cette dernière renforça les solidarités communautaires. Doublée ou triplée, la production libéra des excédents pour le commerce.

2. **L'économie de marché.** - En Occident, la circulation des produits était infime avant l'essor des marchés et des villes. Au Japon existait, au contraire des provinces vers la Cour, un transfert limité, de caractère fiscal. Le commerce s'y forma donc comme une modalité

nouvelle de redistribution, causée par la décentralisation et l'élargissement de l'aristocratie. Au commencement les pôles du développement en sont encore la capitale, les monastères, les *shoen* : lieux de perception et de consommation de l'impôt. Peu à peu s'y ajoutèrent des courants de retour des villes vers les campagnes.

À l'âge de Kamakura, trois marchés étaient ouverts chaque mois aux portes des monastères ou sur les bordures des domaines. Marchands itinérants, paysans, agents domaniaux ne faisaient qu'y passer. Puis une population plus spécialisée s'y fixant, des noyaux urbains s'y formèrent. Nara, l'ancienne Heijo-kyo, n'était plus qu'un centre religieux, aux portes du Kofukuji. Divers marchés y furent ouverts. A la fin du XV^e siècle, il n'en restait qu'un, mais permanent.

Les contacts directs entre paysans et marchands devinrent fréquents, d'autant plus que, sur les premiers, l'impôt était souvent exigé en numéraire, et qu'eux-mêmes, outre le sel et les outils en fer, se mirent à acheter des poissons, des fils, des tissus, des ustensiles ménagers. Parmi les artisans, les exploitants de marais salants, riverains de la mer intérieure, les fabricants de saké, les forgerons furent les premiers à entrer dans le circuit des échanges. La monnaie se répandit : le prix de la terre exprimé en riz le fut en pièces de cuivre (*zeni*). Mais comme il n'y eut qu'une seule émission officielle, durant la Restauration de Kemmu, le monnayage privé l'emporta. Le *Bakufu* de Muromachi s'efforça de fixer des taux de conversion. Au XV^e siècle, il y avait trois cents changeurs à Kyoto et la monnaie scripturaire était en usage. L'autonomie des marchands et des artisans s'exprima par la création des *za* : le terme, signifiant littéralement « emplacement », s'appliquait à des associations pourvues d'un monopole local, de commerce ou de fabrication, obtenu souvent sous la protection de monastères ou de familles de la Cour.

Après le temps des marchés, vint, dans la seconde moitié du XV^e siècle, celui des villes et des routes : on distinguait des agglomérations (*machi*) situées aux portes ou dans les murs d'un foyer religieux (*monzen* ou *jinai machi*), celles qui étaient nées d'une fonction portuaire ou d'étape (*minato* ou *shukuba machi*) enfin celles qui s'étendaient au pied d'une forteresse (*joka machi*), comme Odawara et Yamaguchi. Le réseau n'était dense au XVI^e siècle qu'autour de Kyoto (Nara, Hyogo, Sakai, ports de la rivière Yodo et du lac Biwa), avec deux ramifications vers les baies d'Ise et de Wakasa.

3. La mobilité sociale. - Intensifiée par l'enrichissement et l'appauvrissement (ce dernier consécutif au morcellement successoral, à l'endettement et à l'usure, à l'instabilité monétaire), elle ne se heurte pas, comme dans l'État antique ou l'État moderne, à une rigidité juridique des statuts sociaux. Faute de codifications, aucune

promotion sociale n'est acquise solidement. Quoique, essentiel dans une société guerrière, le statut des *bushi* n'est qu'esquissé en l'ère Joei (1232), confirmé par Takauji en 1336.

La mobilité sociale soulève toute la masse paysanne, entraînant une complexité croissante du système des tenures et de la répartition des parts de revenus (qui en découlent et peuvent être vendues). Au-dessous des « maîtres de terres » (*myoshu*), des exploitants (*sakunin*) concèdent des parcelles à la catégorie nouvelle des « sous-exploitants » (*gesakunin*). Le supérieur perçoit une rente, *sakuryo*, distincte de l'impôt et exige aussi des corvées. Mais comme il n'existe pas de séparation entre la tenure paysanne et la tenure vassalique, qu'elles sont également soumises au morcellement successoral, la promotion sociale conduit indifféremment à la guerre et au commerce. Au XVe siècle, émerge une classe moyenne rurale et urbaine, bien enracinée et polyvalente : y prennent place, entre autres, les *bashaku*, possesseurs de chevaux de transports ; les *jizamurai* et les *kokujin*, guerriers locaux, dont l'activité militaire peut n'être qu'occasionnelle ; les *dogo*, riches en terres. Original par rapport à l'Occident : le lien entre classe moyenne et activité militaire. Ce furent les *bushi*, non les bourgeois, qui furent créateurs de l'État moderne.

Expansion économique, mobilité sociale, instabilité politique : ce schéma causal est acceptable. Mais on peut l'inverser. Les producteurs eussent été écrasés de charges, si l'élimination des élites anciennes n'avait allégé la pression fiscale. Les guerres favorisèrent la production.

III. - Les pouvoirs

Les mêmes tâches s'imposèrent à toutes les constructions politiques. Il leur fallut contrôler les groupes élémentaires de guerriers et un territoire sur lequel s'inscrivait une mosaïque de droits (terre d'Etat et *shoen*) et d'institutions (gouvernements civils et agents domaniaux) encore rattachés à la Cité impériale.

Les mêmes causes les affaiblissaient : rivalités dynastiques, familiales et géographiques, inhérentes à la Cour et au *Bakufu* ; mobilité sociale d'ordre économique qui ébranlait les pyramides vassaliques ; concurrence enfin, surtout dans la partie centrale du Japon, de solidarités non vassaliques, « horizontales », nées parmi les paysans, les marchands, les sectes bouddhiques. Kiyomori, les régimes de Kamakura et de Go Daigo tentèrent de constituer, chacun à leur manière, une forte autorité centrale. Celui de Muromachi ne dirigea les provinces que par la fidélité de princes territoriaux qui, pour leur profit personnel, simplifièrent les institutions locales traditionnelles. C'est sous l'aspect d'une fédération que les pouvoirs s'uniformisèrent.

1. **L'époque des pouvoirs juxtaposés.** - Depuis longtemps, la Cité impériale n'était qu'une coalescence de pouvoirs particuliers auxquels l'Etat offrait une unité cérémonielle. Malgré sa position excentrique géographiquement, Kamakura bouleversait, moins qu'on ne s'y attendrait, la tradition. Les vainqueurs, après chaque guerre civile, s'intéressèrent surtout à la confiscation de centaines, voire de milliers de domaines détenus par les vaincus : il s'agissait de déplacer les revenus, moyens de pouvoir, sans modifier les structures agraires dont ils émanaient.

Néanmoins, Yoritomo généralisa deux institutions de police, chargées du maintien de l'ordre, que Kiyomori avait déjà esquissées : les *shugo*, dans l'espace d'une province (arrestation des criminels, protection des routes et des établissements religieux) ; les *jito*, dans les limites d'un *shoen* (perception des impôts, règlement des conflits agraires). Soucieux de faire régner un certain consensus, le régime des Hojo s'efforça non de détruire, mais de vivifier, l'ancienne administration par ces nouveaux rouages. Leur originalité apparaît surtout dans leur politique sociale. Le *Bakufu* conféra une nature quasi publique à ses vassaux, les *gokenin*, choisis parmi les chefs de groupes guerriers (*bushidan*) et où se recrutaient *shugo* et *jito*. L'entrée dans la vassalité du *shogun* (même quand ce dernier ne fut plus que le prêtre-nom des Hojo) prit la forme d'un rite. Le *bushi* se rendait à Kamakura et recevait directement de son Seigneur un cheval et un sabre, ainsi qu'une charte de confirmation (*ando*) héréditaire de ses droits fonciers acquis (*honryo*), auxquels pouvaient s'ajouter plus tard des biens nouveaux (*shinryo*) récompensant les services.

Le régime de Kamakura n'est qu'une ébauche de féodalité. Il ne connaît qu'un étage de vassaux. Tous les *gokenin*, au nombre de quelques milliers, qu'ils fussent ou non *shugo* ou *jito*, sont ses dépendants directs. Les fiefs ne sont que des « parts » (*shiki*), relevant des *shoen*, non des seigneuries.

L'intégration vassalique de la strate militaire resta faible. La ruine d'une majorité de *gokenin* entraîna celle du pouvoir qu'ils soutenaient. Rentiers du sol par excellence, ils furent atteints par les morcellement successoraux, la hausse des prix, le coût de leur mobilisation contre les Mongols. Pour fuir des services trop lourds, un nombre croissant de *bushi* échappaient au contrôle du *Bakufu*.

Contre ce danger, les Hojo tentèrent de créer une vassalité à plusieurs étages : politique risquée, parce que des *gokenin* résistèrent à cette médiatisation, et certains *shugo*, devenus suzerains provinciaux, amorcèrent, tels, dans le Kanto, les Ashikaga, la formation de principautés. Ce qui paraît menacé, lors de la Restauration de Go Daigo, c'est non la possibilité d'une coexistence entre deux pouvoirs centraux, mais la réalité d'un pouvoir central. À la relation dynamique

entre Cour et *Bakufu* se substitue une tension permanente entre principauté territoriale et seigneurie locale.

2. La formation des principautés territoriales.

De la chute de Go Daigo jusqu'à la quatrième année de Meiji (1871), des pouvoirs locaux, dirigés réellement ou nominalelement par des *daimyo*, dotés d'une autonomie variable, ont formé les principaux cadres politiques et sociaux du Japon. Le terme suggère l'appropriation d'un grand nombre de terres (*myoden*). Mais, élargi, ce n'est qu'un terme d'historiens, appliqué à des institutions qui en leur temps portèrent d'autres noms. À l'apogée des Ashikaga de Muromachi, il s'agissait des *shugo* (*shugo-daimyo*), qui soutenaient le *Bakufu* et en recevaient plus de puissance qu'aucun des administrateurs ou chefs guerriers précédents, d'autant plus qu'ils avaient absorbé celle des *jito* de l'âge de Kamakura. Après les troubles de Onin, libérés de toute tutelle centrale, à l'époque des « provinces en guerre », le terme *sengoku-daimyo* est plus conforme à la réalité. Il y eut donc plusieurs types de *daimyo*, produits de structures sociales et politiques différentes. Minoritaires furent les lignages qui, tels les Shimazu de Satsuma, peut-être à cause de leur position excentrique, parvinrent à se maintenir d'une phase à l'autre. Ailleurs, comme l'exprime la notion de *gekokujo*, l'ascension des uns correspondit à la disparition des autres. Entre ces deux types de *daimyo*, ce fut l'intérêt porté au pouvoir proche qui fit la différence.

Mis en position de force par Takauji et surtout Yoshimitsu, les *shugo-daimyo* s'efforcèrent d'organiser dans leur ressort une vassalité provinciale et c'est leur armée privée qu'ils conduisaient à la convocation du *shogun*. Mais les expéditions lointaines les ruinaient. Ils ne surent pas en général stabiliser leur base foncière. Comme les comtes carolingiens, ils aliénaient des revenus pour rassembler des fidélités incertaines. Partages successoraux et désaccords dans le lignage même du *daimyo* disloquaient cette vassalité.

Vers la fin du XV^e siècle, leurs successeurs innovent dans trois domaines :

a) Ils sont les premiers bâtisseurs de châteaux forts. Sommaires, ces constructions perchées, consistent en circonvallations utilisant les obstacles naturels. Le Japon est hérissé de points fortifiés.

Mais la résidence seigneuriale et celle des vassaux en temps de paix sont dans les parties basses du territoire. Effaçant les anciennes limites administratives, les nouveaux ressorts militaires coïncident avec des vallées ou de petites plaines.

b) Les biens fonciers des guerriers cessent d'être soumis au partage successoral. La position des tenants en chef d'un *daimyo* en est consolidée. Mais dans leurs lignages déjà éclatés, les branches

cadettes, qui disposaient d'un patrimoine déjà suffisant, accèdent à la vassalité directe. Tout seigneur rural devient un vassal. Toute seigneurie cohérente forme un fief, pour lequel on réutilise l'ancien terme *chigyo*. Principautés et fiefs sont de plus en plus dévolus, chacun, à un héritier.

c) Les seigneurs de la guerre (car la guerre est leur activité fondamentale et la condition de leur survie) veillent à étendre celles des seigneuries qu'ils contrôlent directement, d'y percevoir eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'agents subalternes à leur solde, le plus possible de revenus sur les paysans, les artisans, les marchands. À l'aide de ces ressources, ils amorcent la substitution du fief-rente (ébauche d'un salaire) au fief réel et remplacent l'armée vassalique par une armée de métier. Ils emploient une proportion croissante de fantassins légers, les *ashigaru*, *bushi* inférieurs auxquels on refuse le titre de *samurai*, lequel est réservé aux détenteurs d'un *chigyo*. Les officiers (« chefs de groupe ou *kumigashira* ») qui encadrent les paysans armés, mais parfois aussi les vassaux, sont liés au *daimyo* par une fidélité qui n'est plus de nature féodale.

Ces innovations annoncent de petits états. Les *daimyo* édictent, pour leur maison, leurs vassaux, leurs sujets, des codes régionaux. Ils rejettent vers le salariat nombre de leurs dépendants, s'interposent entre producteurs et *bushi*. Un siècle plus tôt, le *shugo* n'était qu'un arbitre entre les groupes de la classe militaire.

3. **Les solidarités horizontales.** - Les *daimyo* échouèrent dans le centre du Japon, là où la densité de la population, l'intensité du commerce, le rayonnement de la Cour et de l'institution impériale, le nombre des monastères entassaient des obstacles insurmontable. Les principautés se forment au nord-est et au sud-ouest, entourant un espace livré aux solidarités non vassaliques.

A) *La ville.* - À Kyoto, Hyogo, Hakata, les marchands obtinrent des pouvoirs de police, mais dans les seules limites de leurs quartiers. Cas unique parmi les villes médiévales, Sakai s'éleva à l'autonomie politique. Fortifiée, isolée par un fossé, elle était défendue par un corps de mercenaires. Mais, contrairement à Venise, elle n'eut jamais d'influence sur le plat pays. Son autonomie procédait non d'une force conquérante, mais d'un statut de neutralité que les *daimyo* voisins, ainsi que les grands monastères lui reconnurent : tous tiraient profit de son activité économique. Après la guerre d'Onin, les artisans de Kyoto ruinés y trouvèrent refuge, et son port, mieux protégé contre les pirates, attira le commerce chinois.

B) *La communauté religieuse.* - Nombre de sectes et de monastères s'affirment comme puissances politiques dès le *XV^e* siècle. Ceux qui

venaient de l'Antiquité, tels l'Enryakuji, le Todaiji, le Koyasan, survécurent mieux que la Cour, grâce à leurs armées et à leurs filiales. Leurs établissements provinciaux maintinrent sous leur contrôle leurs domaines fonciers. Leur prestige spirituel ne fut contesté que lorsqu'ils devinrent les rivaux des *daimyo*. Les fidèles de Nichiren et de Shinran visaient plus haut : il s'agissait pour eux moins de défendre une richesse acquise par la communauté monastique que de rallier des populations à leurs croyances. La secte *jodo shinshu*, ayant pour chefs les descendants de Shinran, y parvint : l'obéissance reposait à la fois sur la doctrine et sur le lien du disciple au maître. Le fanatisme des fidèles leur valut le nom de *ikko* (orientés d'un seul côté). Au XVI^e siècle, ils disposèrent d'un centre fortifié, le *Honganji* (« le vœux originel »), bâti près du site futur d'Osaka.

C) *Le village*. - En pays d'irrigation, la vie communautaire paysanne était ancienne : partage de l'eau, digues, canaux l'imposaient. Les mariages la resserraient d'autant plus que mari et femme continuaient à habiter avec leurs parents respectifs. Mais le village n'était pas un cadre administratif : il restait inclus dans les circonscriptions publiques (*go*) ou domaniales (*shoen*), héritées de l'Antiquité. Quand la guerre se généralisa, les paysans durent assurer eux-mêmes leur protection. Des villages s'entourèrent de remparts et de fossés. La communauté ou *so* était régie par un règlement (*okite-gaki*). Une assemblée (*yoriai*) décidait des affaires communes. Mais les villageois restaient hiérarchisés. *So* exprimait l'idée non de totalité, mais de supériorité. Le titre des chefs, *toshiyori*, évoquait l'ancienneté. Certains chefs de famille monopolisaient héréditairement les hautes fonctions. Quand un seul lignage parvint à s'approprier l'autorité, il ne fut plus question de communautés, mais de seigneuries : paysan et guerrier à la fois (comme *dogo* ou *jizamurai*), son chef occupait une résidence fortifiée dans le village.

Ces solidarités ne purent à la longue rivaliser avec les principaux *daimyo* : ce qui ressort de l'échec des insurrections populaires (*ikki*). Née à l'origine dans le cadre souvent d'un *shoen*, elles s'étendirent, à la fin du XV^e siècle, à des provinces entières. Dans le Yamashiro se forma un gouvernement régional auquel les guerriers locaux accédaient par rotation. Or l'intérêt des chefs s'opposait trop à la masse paysanne.

L'échec des révoltes populaires prouve que la lutte des classes dans le village dépassait en intensité la rivalité entre petits et grands guerriers à l'échelle de la province dans les villes, les marchands préféraient s'entendre avec les chefs de guerre. Après avoir miné la puissance des *shugo-daimyo*, les communautés villageoises ou urbaines accrurent les chances des *sengoku-daimyo*. Ne persistèrent comme rivales que les solidarités religieuses.

Si, vers le milieu du XVI^e siècle, le morcellement politique et militaire du Japon triomphe, l'unité de la nation sort renforcée des contacts avec l'étranger, de l'expansion commerciale, de l'explosion d'un bouddhisme populaire. Dans la Cour ruinée, l'institution impériale est intacte. Cultes shintoïques et bouddhistes s'interpénètrent. Des familles sacerdotales pensent que le Bouddha et les *bodhisatwa* sont autant d'avatars des dieux autochtones, affirmant les origines divines du Japon prouvées par la continuité de la dynastie impériale.

Unification et fractionnement politique ont été de pair. Vers la fin du Moyen Âge la réduction de l'écart passe par mise en place à la fin du XV^e siècle d'une féodalité tardive, qui en moins de cent ans en arrive au stade des principautés. La technique militaire, dont l'infanterie devient le moteur, accélère le mouvement. Tant que l'arme blanche détient un monopole, son rôle demeure ambigu : le dogo s'arme à bon compte, le plus petit daimyo recrute des troupes. Viennent les armes à feu, les mousquets révélés par les Portugais en 1543, l'infanterie ne triomphe que dans le cadre d'armées exercées et disciplinées.

Chapitre IV - L'ÉTAT MODERNE

Vers les années médianes du XVI^e siècle, le sens de l'évolution politique s'inverse. A une fragmentation géographique du pouvoir succède la reconstitution d'une autorité centrale que le jeu des forces profondes ensuite ne cesse de favoriser. 1871 en marque le terme : la dualité instaurée par le *Bakufu* de Kamakura disparaît, les principautés font place aux préfectures, dont les agents sont fonctionnaires du *Tenno*.

Dans cette découpe chronologique, trois phases se distinguent nettement : de 1560 à 1615 d'une part, de 1853 à 1871 d'autre part, des crises courtes dont le pouvoir est l'enjeu ; dans l'intervalle, l'époque d'Edo, une longue paix, où, sous la quasi-immobilité des institutions, l'unité et le progrès général du Japon s'affirment. Dans chacune des phases courtes, l'Occident intervient. Cependant, si son rôle de destruction et d'incitation est décisif au milieu du XIX^e siècle, il n'en est pas de même durant l'accélération qui conduit à l'époque d'Edo : ce premier contact avec l'Europe s'est inséré dans une dynamique qui était spécifiquement japonaise ou, à la limite, extrême-asiatique.

I. - La pacification (1560-1615)

1. **L'accélération de la modernité.** - Après la rencontre des Portugais à Tanegashima, une île au sud de Kyushu, en 1543, l'expansion du commerce maritime ou intérieur, la création des villes et des principautés, se poursuivent, et si des innovations institutionnelles apparaissent, au point que parmi les seigneurs de la guerre, on peut parler de « nouveaux *daimyo* », c'est la recherche de l'efficacité militaire, non la découverte d'un système de valeurs original, qui les explique.

Il faut aussi inévitablement faire la part des personnages historiques. La reconstruction d'un pouvoir central fut l'œuvre de trois chefs de guerre : Oda Nobunaga (1534-1582), tout d'abord ; ensuite, Toyotomi Hideyoshi (1536-1598), qui fut l'un des meilleurs lieutenants et l'héritier du premier ; enfin, dernier venu et bénéficiaire final de la pacification, Tokugawa Ieyasu (1542-1616), qui avait été longtemps l'allié et même le vassal de ses prédécesseurs. Leur coopération, exempte ou presque de rivalité directe du vivant des chefs, mais qui cependant se termine par l'élimination de deux dynasties sur trois (la famille Oda fut marginalisée par Hideyoshi en 1582 ; la maison Toyotomi fut complètement détruite par Ieyasu, en 1615), ne pouvait manquer d'appeler l'attention. Le trait qui fonde la continuité de leur

œuvre tient surtout à leur intérêt pour la partie centrale du Japon, où la survivance de la Cour, symbole possible d'unité, ne fût-ce qu'au plan rituel, la prospérité des solidarités non vassaliques, l'absence de *daimyo* créaient des rapports de force inédits. Également soucieux de légitimité, ils virent, chacun à leur tour, dans le non-pouvoir du *Tenno* et son ancrage dans un passé immémorial, la condition indispensable de la pérennité du pouvoir auquel eux-mêmes aspiraient.

C'est en fonction de cette visée que furent jugés les Occidentaux : Portugais surtout, liés aux Jésuites, puis Espagnols, Hollandais, Anglais, qui apportaient à la fois des moyens supérieurs de transport maritime, les armes à feu, le christianisme catholique ou réformé. Toutes ces nouveautés furent au début bien accueillies, en particulier durant la première phase de pacification, illustrée par Nobunaga. Les gros navires armés de canons écartent aisément les pirates. Centrés sur Macao, dès 1557, les Portugais fréquentent Kyushu, où un petit *daimyo*, Omura Sumi tada, aménage pour eux le port de Nagasaki. Ils se font exportateurs du monnayage d'argent japonais. Les armes à feu paraissent indispensables et Nobunaga lui-même en perfectionne l'usage tactique. Le christianisme est mal distingué des sectes bouddhiques, mais il semble beaucoup moins dangereux que les communautés de moines et de fidèles, que précisément Nobunaga, à partir de 1571, voue à une destruction (Enryakuji, près de Kyoto, Ikko de l'Echizen) ou une capitulation (HongANJI, Koyasan) complètes. En 1582, 59 Pères jésuites, successeurs de saint François-Xavier, résident au Japon. Ils enseignent la « Culture des barbares du Sud » (*namban-bunka*) à environ 150 000 chrétiens.

C'est seulement sous Hideyoshi, que les dangers apparaissent d'une pénétration religieuse étrangère, devenue plus massive et moins utile, après la soumission des sectes bouddhiques. Les armes à feu sont fabriquées au Japon. Mais les profits du commerce restent irremplaçables. Il faut faire un tri dans les aspects de la présence occidentale. D'où un demi-siècle d'hésitation.

2. L'incertitude des guerres. - La conjonction des forces profondes n'explique pas tout. Chacun des réalisateurs successifs de la réunification du Japon se heurte à des situations militaires et politiques particulières. Après des débuts modestes dans l'Owari, Nobunaga ne sort pas du Kansai. En 1576, il construit, non loin de Kyoto, le château d'Azuchi, où il établit son gouvernement. Il doit se suicider en 1582, pour échapper à l'un de ses généraux révolté. Hideyoshi le venge, pour mieux s'assurer l'héritage et, le centre du Japon étant maîtrisé, il commence de lointaines campagnes dans le Shikoku, le Kyushu, le Kanto. Dans ce dernier cas, il détruit la principauté des Hojo-postérieurs (ainsi nommés pour les distinguer de

ceux de Kamakura), dont Odawara est la capitale, et cède ces territoires à Ieyasu, afin de le décaler vers le nord-est. Toutefois, sa politique vise plutôt le ralliement des adversaires périphériques, et pour mieux fédérer cet ensemble national, lui-même, après s'être fait nommer par la Cour *Kampaku* (grand chancelier), un titre quasi dynastique des Fujiwara, lance le Japon en 1592 et 1597, dans une conquête de la Corée, visant au-delà celle de la Chine. Il agit donc en chef d'État. Mais il meurt trop tôt, sans avoir pu consolider son œuvre : en 1598, son unique fils héritier, Hideyori, n'a que 5 ans.

Ieyasu, détenteur de la principauté la plus puissante, se pose en successeur. Mais il doit agir par étapes et s'adapter à sa situation géographique : d'une part, Hideyoshi laisse à Hideyori la forteresse construite à Osaka et une importante force armée ; d'autre part, la position des Tokugawa est excentrée dans le Kanto.

Dès 1600, le régime de Hideyoshi se brise en deux coalitions de *daimyo* qui s'affrontent à Sekiga-hara. Ieyasu, qui conduit l'une d'elles, est vainqueur et procède, selon une tradition établie, à une vaste redistribution de terres (dépossession ou affaiblissement de ses ennemis ; récompense de sa famille, de ses alliés, de ses lieutenants) qui remodèle la structure militaire du Japon. Mais s'inspirant de l'exemple de Yoritomo, à la fin du XII^e siècle, il demeure éloigné de la Cour, obtient le titre de *shogun* en 1603, et installant le nouveau *Bakufu* à Edo, prétend conduire l'État à partir de sa propre capitale de *daimyo*, donc en fonction d'une logique de coalition et d'un rapport de force durablement favorable, à l'opposé du système imaginé par Hideyoshi.

Pendant cette étape, l'entourage de Hideyori est resté neutre, avec un potentiel militaire comparativement diminué et un potentiel de légitimité dynastique qui, Hideyori devenant adulte, peut se réaffirmer. En 1615, Ieyasu, qui craint l'incertitude d'une rivalité récurrente Kanto/Kansai, obtient la sécurité de son régime par la conquête d'Osaka. La mort de Hideyori est, plus que la victoire de Sekiga-hara, l'acte fondateur de la dynastie shogunale des Tokugawa.

3. Les « nouveaux » *daimyo*. - Les guerres deviennent à la fois plus rares et plus décisives, parce que les moyens mis en œuvre sont si considérables que victoires ou défaites sont difficilement réversibles. Le cas des Chosokabe, à Shikoku, totalement éliminés en 1601, celui des Toyotomi, exclus de l'histoire en 1615, invitent les grands *daimyo* à fonder sur la prudence la recherche de la solidité. Ce qui conduit à la paix d'Edo.

A) *L'art militaire*. - À Sekigahara, un tiers des *Bushi* ont des mousquets. L'arc et le sabre demeurent à la base de leur éthique. Mais la création de corps spécialisés suffit à imposer les formations serrées

et une discipline stricte au combat. La fortification en est renouvelée. La production et l'usage de l'artillerie n'ayant pas vraiment pénétré au Japon, les grands châteaux, tels ceux d'Edo et d'Osaka, sont adaptés seulement aux armes à feu individuelles. Aux enceintes, faites de fossés profonds et de terrassements massifs, soutenus par des murs cyclopéens, s'ajoutent des superstructures légères -tours et donjons de bois et de plâtre -, qui suffisent comme postes de tir. Destinées à des garnisons de plusieurs milliers, voire de dizaines de milliers d'hommes, ces forteresses s'élèvent dans les plaines, au cœur des villes capitales. La montagne est abandonnée.

B) *Le contrôle des campagnes.* - Les réformes essentielles sont dues à Hideyoshi, et adoptées par tous les *daimyo*, parce que l'agriculture reste la base de la richesse. Elles comportent deux volets distincts, mais aux effets convergents : la confection d'un cadastre à partir de 1582 et, en 1588, une séparation radicale entre les activités productrices et combattantes, dont la possible réunion avait été un trait majeur du Moyen Âge japonais. Les « registres du cadastre » (*kenchi-cho*) permettent au prince territorial de connaître les surfaces cultivées, la qualité productive des sols, le responsable - unique - d'une exploitation et du versement de l'impôt (désigné comme « paysan cadastral »). La valeur d'une terre correspond à sa récolte moyenne (mais non nécessairement réelle) estimée en nombre de mesures de riz (boisseau de 180 litres). Les autres productions sont converties en valeur « riz ». L'impôt, part de revenu de la terre fixé par le *daimyo*, justifie le contrôle autoritaire de la production et ignore au niveau de la paysannerie la mobilité de la richesse.

Pareillement, la fin de la polyvalence entre la fonction militaire et celle de paysan (ensuite de marchand ou de moine) visait, fondée sur la confiscation des armes (appelée « chasse aux sabres ») à stopper les révoltes agraires. Les petits guerriers, locaux (*dogo* ; *jizamurai*) indépendants, de par leur base foncière, sont condamnés au nom de l'ordre qu'ils troublaient. Le choix leur est laissé : s'ils se font *bushi*, ce ne peut être que dans l'armée régulière ; s'ils trouvent plus sûr d'être paysans, ils réintègrent la communauté villageoise.

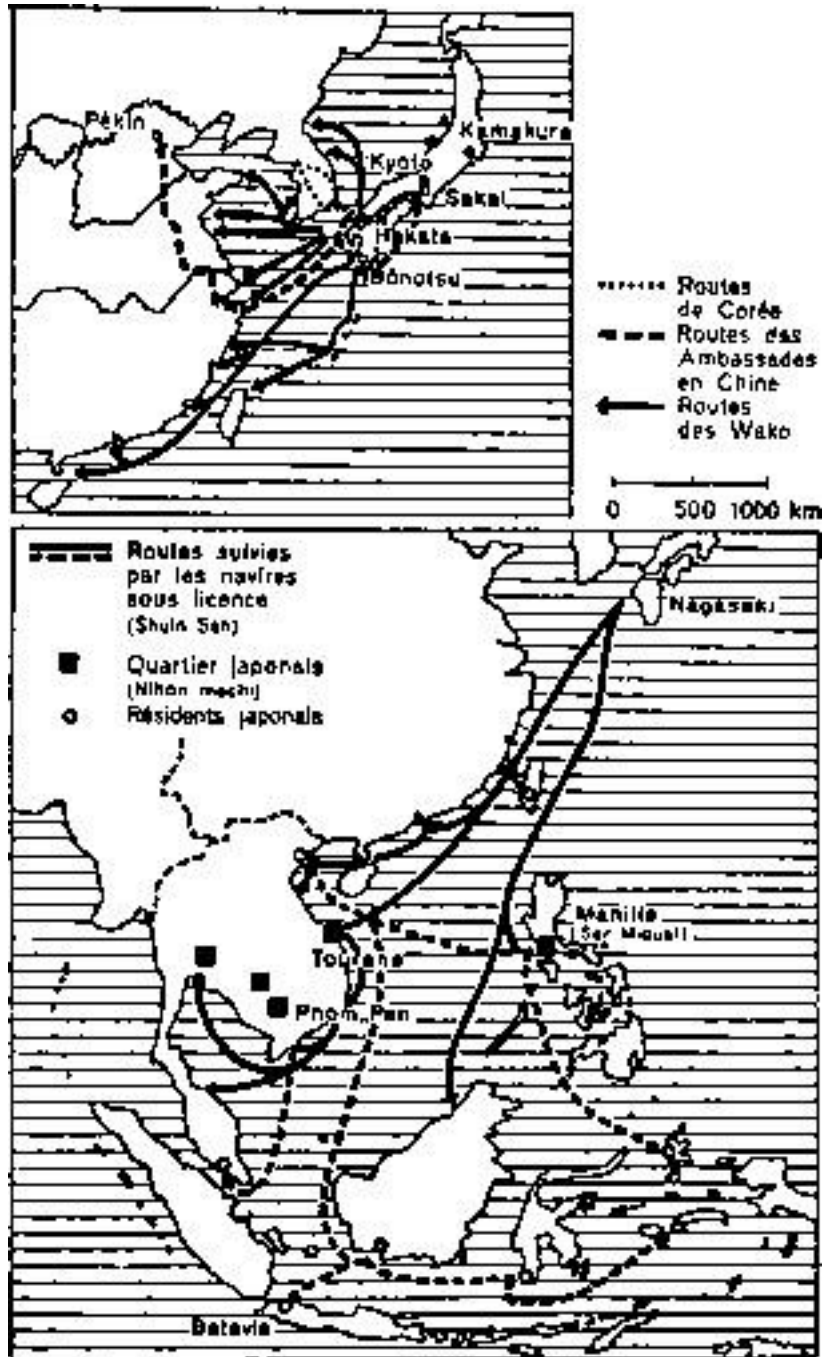


Fig. 4. - En haut : Les pirates japonais au XVI^e siècle.
En bas : L'expansion japonaise au début du XVII^e siècle

C) Le contrôle du commerce et des villes. - Pour les grands daimyo et

finalement pour les bénéficiaires majeurs de la pacification, les dilemmes sont nombreux et difficiles à surmonter. Tout d'abord sur la nature du commerce désirable : à l'époque de la guerre de masse, la fragmentation des revenus n'est pas payante. Plutôt que de multiplier les concessions de privilèges du type *za*, d'élever des péages, des octrois, il est préférable de favoriser la liberté des échanges et de concentrer, au besoin par la force, artisans et marchands, autour des forteresses, tout en prenant possession des grands ports : ce que réalise Hideyoshi qui donne une valeur économique à Osaka, et s'empare, en plus de Sakai (hérité de Nobunaga), de Hakata, puis de Nagasaki (1588).

Pour les échanges extérieurs, on a déjà noté la difficulté d'accommoder la réduction de la permissivité religieuse avec un large accueil aux navires occidentaux. Mais vint s'y joindre, intégrée dans les rivalités intérieures, la question du partage des profits entre plusieurs *daimyo* ou, contraire de la formation, d'un monopole au bénéfice exclusif du seul pouvoir central. Ce choix impliquait non la réduction des échanges, mais la mise en place de moyens de contrôle variés : ainsi, la prise de possession de Nagasaki, et sous Ieyasu (1616), l'ouverture de deux ports seulement (l'autre étant Hirado) aux navires étrangers ; ou encore la création par ce dernier (peut-être par Hideyoshi déjà) d'un régime de licence, instaurant une sorte de commerce officiel et certifié par un sceau rouge (*shuin*) ; la fondation enfin, en 1604, d'un groupe de marchands japonais, ayant le privilège d'importer et de commercialiser la soie grège (*Itowappu Nakama*). Le monopole des mines d'argent et des ateliers de monnayage favorisait cette tendance.

La persécution visant l'exclusion du christianisme et la recherche d'un monopole qui pour être productif impliquait des échanges intenses risquaient d'être incompatibles. Toutefois pratiquées avec réalisme sous Ieyasu, elles se renforcèrent plutôt mutuellement : la surveillance des missionnaires et celle des produits allant de pair. Un autre dilemme apparut quand aux Portugais se joignirent les Espagnols, conquérants des Philippines, qu'accompagnaient des dominicains et des franciscains, puis les marchands réformés hollandais et anglais. Cette transposition dans une lointaine Asie des luttes religieuses et commerciales européennes ouvrait la voie soit à une amplification des échanges, ce qui fut, au début du XVI^e siècle, son premier résultat, soit à la sélection du partenaire occidental le moins dangereux.

Globalement, les nouveaux *daimyo*, selon leurs possibilités, façonnèrent une société d'ordres, où chaque famille était pourvue d'un statut juridique, où le *bushi* devenait un militaire à plein temps, où à chacun était attribuée une activité tendant au service du *daimyo*-

prince. Si les guerriers y tenaient une place dominante, c'est parce que, faute d'une bourgeoisie suffisante, seuls ils pouvaient former ce « groupe de service », cette noblesse de techniciens dont toute administration a besoin. Expression à l'échelle des grandes principautés, de cet absolutisme à connotation militaire, les *jokamachi*, devenus l'armature du réseau urbain, regroupaient, hors de la paysannerie, dans des quartiers bien délimités qui soulignaient les clivages sociaux comme dans un vaste casernement, toutes les fonctions utiles au pouvoir.

II. - L'époque d'Edo (1615-1853)

Le Japon des Tokugawa dut les grands traits de son organisation politique et sociale aux guerres de la seconde moitié du XVI^e siècle. Or les institutions durèrent deux siècles et demi : stabilité jamais égalée depuis la fin de l'Antiquité, preuve que la pacification ne se limitait pas au domaine militaire. Il est vrai que les bases du régime se révélèrent d'autant plus solides que, dès 1639, le *Bakufu* décida d'appliquer une politique extérieure de « fermeture », qui sépara largement le Japon des pays étrangers : une décision tenue, selon ceux qui l'ont jugée depuis qu'elle eut pris fin, soit comme catastrophique - la stabilité signifiant l'immobilisme -, soit comme bénéfique, parce que, d'une part, l'isolement fut loin d'être absolu et que, d'autre part, la paix facilita l'adaptation d'une élite formée pour la guerre à de nouvelles activités créatrices.

1. **La fermeture.** - Elle ne devient irréversible qu'en 1641, sous Iemitsu, le troisième *shogun* Tokugawa. Aux divers dilemmes déjà mentionnés que devait surmonter la politique extérieure du régime, s'ajoute en effet une cause plus générale, qui comprend toutes les autres : la peur du désordre, parce qu'il pourrait mettre en jeu la fixité de l'avenir, trait spécifique du Japon façonné par Ieyasu. Hideyoshi avait tenté d'unir les *daimyo* dans une grande expédition conquérante outre-mer. Ieyasu s'en est tenu au maintien de la coalition qui lui avait donné la victoire : il en résulte la création d'un système d'une nature « internationale » interne, perpétuant dans une paix armée les alliances, et les méfiances, incompatibles avec les risques inhérents aux vraies relations extérieures, et appelant l'isolement.

Or, tandis que le monopole commercial du *Bakufu* était confirmé, la vague chrétienne continuait à se répandre, les persécutions violentes n'ayant été que sporadiques et la méthode de l'asphyxie (expulsion de missionnaires étrangers et des cadres de l'église japonaise) insuffisante. Il y avait peut-être 700 000 convertis et Iemitsu, *shogun* en 1623, exigea qu'ils abjurent et que les livres se rapportant au

christianisme fussent détruits. Puis les interdits se multiplièrent à partir de 1631 : aux sujets japonais de voyager outre-mer ou, s'ils y résidaient, d'en revenir ; aux navires portugais ou hollandais (anglais et espagnols avaient déjà renoncé) de pénétrer dans un autre port que Nagasaki. Quand en 1637, à Shimabara, au nord-ouest de Kyushu, des dizaines de milliers de paysans catholiques se révoltèrent, la crainte d'une subversion (qui rappelait possiblement celle des *ikko* sous Nobunaga) sembla confirmée. Les navires hollandais ayant appuyé de leurs canons la répression, la préférence pour un partenaire commercial protestant prit forme. En 1638, un îlot artificiel, *dejima*, fut construit dans le port de Nagasaki. Les Portugais y furent cantonnés et, dès l'année suivante, expulsés. Les Hollandais y furent installés en 1641. Désormais les contacts avec l'Occident se limitèrent au face-à-face, strictement réglé, de deux monopoles commerciaux : celui du *Bakufu* et celui du comptoir de la Compagnie des Indes orientales.

Cette fermeture réduisait, mais ne supprimait pas les échanges. Le Japon avait besoin de soie grège, de drogues, de sucre. Il exporta les métaux monétaires, cuivre et argent, extraits de ses mines (en 1698, 48 000 t de cuivre, sur 55 000 produites). Grâce au « physicien » du comptoir hollandais (médecin) des découvertes européennes dans le domaine des sciences de la nature, de la métallurgie et de la chimie (pour l'artillerie) filtrèrent sous le nom de *rangaku* (science hollandaise).

En outre, paradoxalement, le *Bakufu* ne voyait pas de contradiction entre la recherche de l'isolement et une expansion territoriale et commerciale dans les pays asiatiques voisins, qu'il confia aux *daimyo* les plus périphériques. Celui de Satsuma imposa son protectorat aux Ryu-Kyu, royaume lui-même tributaire de la Chine : il en obtenait du sucre et un contingent de soie chinoise importée, produits vendus à Osaka. Celui de l'île de Tsushima assurait des contacts avec la Corée. Dans l'extrême nord, à Yezo, la principauté des Matsumae encourageait des colons défricheurs de forêts, et jusqu'à Sakhaline et aux Kouriles, des pêcheurs explorateurs, tout en maintenant une pression conquérante sur les Aïnous.



Fig. 5. - En haut : Expansion et lutte des Grands Daimyo vers 1580-1585 En bas : Le Japon des Tokugawa. Structure politique Tenryô : Territoires du Shogun Han Principauté d'un Daimyo

2. Les pouvoirs guerriers dans la paix. - D'une matrice féodale

sortit un gouvernement bureaucratique. L'ordre et l'efficacité apparurent d'emblée indispensables : d'où un intense travail de législation à connotation répressive. Dès 1615, le *Bakufu* promulgua des « Règlements généraux » (*shohatto*) applicables à tout le Japon, à l'empereur, aux membres de la Cour, aux *daimyo*, etc. À une plus petite échelle, de vastes espaces reçurent des maîtres nouveaux : conséquence des confiscations et redistributions de terres après Sekigahara, Osaka, et encore largement sous le gouvernement de Iemitsu, en période de paix. Des fidèles se trouvèrent promus. Des alliés durent « changer de pays » (*kunigae*), tel le nouveau *daimyo* Yamanouchi, installé à Tosa, pour remplacer les Choso-kabe frappés par la défaite. Tous durent, sans attaches locales, aidés de leur groupe vassalique comme eux déraciné, former de nouvelles administrations. Dans les *jokamachi*, au luxe grandissant, l'adaptation des guerriers se révéla coûteuse. Il fallut aussi éviter leur turbulence, parer à leur désœuvrement et à la perte possible de leur esprit militaire : de là un prodigieux effort d'éducation morale visant cette élite. L'accent fut mis sur les devoirs des *bushi* envers la société entière.

A) *Le gouvernement de la société.* - Aux quatre ordres fonctionnels (*shi-no-ko-sho*, guerriers, paysans, artisans, marchands) la fixité héréditaire des statuts servait de principe. Mais une mobilité était inévitable, tous les fils ne pouvant hériter du père.

Les *bushi* (7 % de la population) pouvaient porter deux sabres et avoir un patronyme. Mais au sein de cet ordre les différences matérielles et juridiques étaient extrêmes.

a) L'importance du fief, la position dans la pyramide vassalique fixaient le rang. Parmi les vassaux directs du *shogun*, étaient reconnus *daimyo* ceux dont les terres gouvernées produisaient au moins 10 000 *koku* (boisseaux) de riz. Au-dessous venaient les *hatamoto*, sorte d'officiers supérieurs, puis les *gokenin*, au fief souvent inférieur à 100 *koku*. Dans la catégorie des *daimyo*, une stricte classification : les *tozama*, dynastes aussi anciens que les Tokugawa, autrefois leurs ennemis ou leurs alliés, demain leurs rivaux possibles ; les *fudai*, leurs fidèles au contraire, promus à partir de Sekigahara, au fief réduit, souvent sans château ; à part, la parenté shogunale, 23 Maisons Matsudaira ou Tokugawa, dont, en tête, celles de Wakayama (Kii), Nagoya (Owari), Mito.

Les arrière-vassaux du *shogun*, ou *baishin*, dépendaient d'un *daimyo* ou d'un *hatamoto*. Ils pouvaient eux-mêmes commander à leurs propres vassaux (un degré s'ajoutant à la pyramide). Quelques puissants *baishin*, (proches parents d'un grand *daimyo*) surclassaient matériellement les plus petits *daimyo*.

b) Tout *bushi* avait un droit de perception, chiffré en riz, sur les

récoltes. Hormis les *daimyo*, les *hatamoto*, les grands *baishin*, de plus en plus rares étaient ceux qui l'exerçaient directement sur les producteurs. Le fief-rente était le plus fréquent, le fief territorial l'exception.

La majorité des *bushi* vivait pauvrement. Il fallait 1 *koku* de riz par personne et par an : ils en recevaient de 3 à 7. Aux plus humbles, le titre de *samu-rai* était refusé. L'insécurité les menaçait : que leur *daimyo* fût dépossédé, tous ses vassaux pouvaient devenir *ronin* (sans emploi). Leurs chances de promotion hiérarchique étaient quasi inexistantes, sauf deux adaptations aux besoins de l'État moderne : l'administration ou l'enseignement. Ou encore un retour à la terre (en certains lieux), comme *goshi* (*bushi* exploitant).

L'ordre des paysans (83 % de la population) comprenait, outre les titulaires du cadastre, leurs domestiques héréditaires, et les *nago*, de très petits tenanciers (respectivement 10 et de 30 à 60 %) du village. Comme *nanushi* ou *shoya*, un ou deux lignages de paysans cadastraux, administraient à titre héréditaire la communauté. Celle-ci était en principe contrôlée par l'autorité extra-villagoise : la nourriture, le vêtement, le changement des cultures, le morcellement de terres par succession ou vente étaient limités par des interdits. La taxe foncière (*nengu*), de quatre à cinq dixièmes de la récolte, fut, à partir du XVIII^e siècle, fondée sur une estimation quinquennale, donc parfois irréaliste, de la production. Toutefois, les campagnes restèrent calmes, surtout dans la seconde moitié du XVII^e siècle. S'ils payaient leurs impôts, les villages gardaient l'autonomie de leur gestion interne et certaines activités, artisanat rural, jardinage, échappaient au fisc.

Les petits groupes d'artisans et de marchands des villes (en tout 6 % de la population) étaient, plus que les paysans, favorisés du point de vue tant de leur autonomie de gestion que de leurs charges fiscales. Par nature ils s'intégraient plus facilement dans l'économie d'échange.

B) *Le gouvernement politique*. - Il avait pour tâche de maintenir la domination du *shogun* sur les *daimyo*, celle de ces derniers sur leurs vassaux, plus largement la pérennité de l'ordre établi.

Grossi par les confiscations, le domaine direct du *shogun*, celui qui alimentait ses greniers, correspondait à un quart des récoltes du Japon au début du XVIII^e siècle. Les *tozama* ensemble disposaient de 32 %. Quatre-vingt mille *bushi* (dont 5 000 *hatamoto* et 17 000 *gokenin*) assuraient une supériorité relative à l'armée shogunale. Depuis 1649, le nombre des guerriers d'une principauté était proportionné à sa capacité productive. Mais les chiffres officiels étaient parfois inférieurs à la réalité : ainsi les Mori de Choshu disposaient-ils de 720 000 *koku* au lieu des 369 000 qui leur étaient reconnus. Satsuma et Choshu étaient « surarmés », n'ayant pas démobilisé après Sekigahara.

Le *Bakufu* n'avait pas lieu de s'inquiéter. Certains Tozama puissants étaient ses alliés héréditaires (ceux de Kochi, de Kanazawa, de Hiroshima). et le pouvoir shogunal lui-même reposait sur la pérennité d'une coalition. Le point crucial demeurait le partage traditionnel des compétences entre, d'un côté, les *daimyo* de la parenté (les Tokugawa surtout), exclus du pouvoir central, mais avec la qualité et des moyens suffisants pour le surveiller, de l'autre côté, les *daimyo fudai*, parmi lesquels se recrutaient les ministres (*roju*) et les hauts personnages du *Bakufu* considéré comme gouvernement du Japon. Dans cet équilibre se retrouvait le souvenir de la dépossession des Minamoto de Kamakura du XIII^e siècle : un précédent à éviter.

Toute l'élite politique se surveillait mutuellement : issue du système des otages, *daimyo* et *hatamoto*, quels qu'ils fussent, devaient pratiquer une « résidence alternée » (*sankinkotai*), qui les obligeait à passer une moitié de leur temps, par rotation, à Edo (où vivaient en permanence leur famille officielle, épouse et enfants, avec une partie de leur vassalité), l'autre moitié dans leur fief. Le rythme de l'alternance variait selon les distances à franchir. La capitale shogunale devint le lieu d'un brassage continu de la nouvelle aristocratie.

C) *Le gouvernement économique.* - Les grandes principautés, en principe aptes à une autarcie, contrôlaient leurs propres frontières. Mais la « résidence alternée » les obligea, afin de pourvoir à leurs dépenses dans la capitale, ainsi que durant les longs voyages qu'imposait le système, à vendre une partie de leurs productions à Osaka ou à Edo. N'ayant pas le droit d'y établir des « dépôts-ventes », elles durent prendre comme représentants des marchands qui eux-mêmes dépendaient directement du *Bakufu*. Le Japon devint de plus en plus un marché national, englobant partiellement l'autonomie économique des principautés.

D) *Le gouvernement intellectuel.* - Fruits de la paix, la sécularisation de la pensée et le développement de l'enseignement uniformisent les esprits, tout au moins parmi les *bushi*. Le salut importe moins que l'harmonie sociale, utile à l'ordre. C'est un « néo-confucianisme » qui est enseigné, autour de Ieyasu, puis à Edo et dans les provinces. Affirmant une identité entre nature et société, il propage une morale de l'obéissance chez les sujets, du devoir chez les dirigeants, mais prédispose aussi à l'examen positif des phénomènes naturels.

Partout les pouvoirs prépondérants furent idéalisés. Paré du titre de *taikun*, « grand seigneur », le *shogun* faisait figure de souverain. Mais il continua d'avoir besoin de la légitimité procurée par le *Tenno*, exclu du pouvoir, conformément à une tradition bien ancrée, parce qu'il en représentait l'idéal et que, comme modèle parfait, non compromis par la réalité, il permettait la transformation, nécessaire au *Bakufu* du

gouvernement par la force en un gouvernement par la morale (*bunji-seiji*).

Partout aussi, l'obsession de la paix favorisa une fonctionnarisation de l'élite militaire. 17 % des *daimyo* seulement conservaient le système du *chigyo* (fief réel). Ceux de la catégorie des *fudai* se comportaient en administrateurs du *Bakufu* et, à la manière de préfets, changeaient de principautés plusieurs fois dans leur carrière. En principe, un *bushi* employé dans le « service civil » y recevait un poste en rapport avec sa rente, donc selon sa naissance. Mais la complexité des tâches impliqua la promotion d'hommes choisis pour leurs capacités. En outre l'école, que les fils de *bushi* étaient contraints de fréquenter, ne pouvait éviter la reconnaissance des talents et ouvrir la voie à une mobilité sociale. Quand la différence entre le fief-rente d'un administrateur et celui qu'eût exigé théoriquement le poste qu'il occupait devenait trop grande, un salaire provisoire de compensation était prévu : moment essentiel dans l'élaboration de la notion de carrière. La routine bureaucratique toutefois l'emporta presque toujours : hors la présence de fortes personnalités, les *daimyo* et nombre de *shogun* se limitèrent à un rôle de figurants.

Il est impossible de qualifier de « féodal » le régime d'Edo. Le terme *han*, d'un emploi tardif, que l'on traduit par *fief de daimyo*, désignait moins une portion d'espace et une masse de producteurs que la collectivité des *bushi* qui les exploitaient. La solidarité de ces derniers était économique autant que politique, car d'elle dépendait le versement des rentes héréditaires et des salaires provisoires complémentaires : de là une précoce attention de cette bureaucratie vassalique aux questions de production, de prix et de fiscalité.

3. La croissance et les crises. - Conçue sur la base d'équilibres de forces rigides pour une stabilité éternelle, la paix d'Edo fut vite traversée par un puissant élan de croissance, manifeste dans l'essor démographique et le développement de l'agriculture, l'explosion de l'économie commerciale et de l'urbanisation, mais encore dans l'enseignement, base de l'alphabétisation, de la lecture et de l'édition, donc du mouvement des idées.

Toutefois, chacun de ces domaines de croissance obéit à une courbe particulière. C'est du fait de leur conjonction et de leurs discordances que, surtout à partir du deuxième tiers du XVIII^e siècle, la société est ébranlée par des crises et des violences multiples, rurales et urbaines. Tous les pouvoirs menacés doivent chercher des solutions économiques. Il s'agit de mesurer l'importance de ces crises, selon qu'on y observe de simples ajustements, ou une condamnation du régime, antérieure au retour du colonialisme occidental au milieu du XIX^e siècle.

A) *Population et agriculture*. - Les recherches l'ayant réévalué à la baisse, le Japon au milieu du XV^e siècle ne semble pas avoir compté plus de 12 millions d'habitants. En 1721, le premier des recensements sexagénéaux ordonnés par le *Bakufu* fait apparaître 26 millions d'habitants, en excluant de nombreux groupes, ce qui permet d'élever ce chiffre jusqu'à 31 millions.

Pour nourrir cette population presque triplée, l'exploitation du sol fit un effort sans précédent. Les époques antérieures avaient œuvré soit par l'extension des surfaces irriguées (âge de Yayoi et Antiquité), soit par les rendements. Le XVII^e siècle combine les deux formes de développement. Pour la première, les travaux sont entrepris tantôt par des paysans riches autour de leur village (avec l'intention de doter leurs fils cadets), tantôt, à grande échelle (drainage, canalisations, endiguement des fleuves), par les autorités seigneuriales parfois associées à des capitaux marchands, avec création de villages nouveaux. Selon les conditions climatiques, riziculture et champs secs progressent différemment. Au total, l'augmentation des surfaces cultivables dépasse les 50 %. Le progrès des rendements procède de méthodes éprouvées, en y ajoutant, quand s'intensifie l'appel du marché, les cultures industrielles : les « arbres » (mûrier, théier, arbre à laque, arbre à papier) et les « herbes » (le lin et deux plantes tinctoriales pour le rouge et l'indigo).

Dès la fin du XVII^e siècle, l'accroissement des surfaces cultivables butte sur une impossibilité liée aux techniques et à la nature. Dans le Japon du Nord-Est la riziculture atteint sa limite climatique (pour l'époque). Les rendements continuent à croître quoique plus lentement. Enfin un excédent de population devient évident dès les premières décennies du XVIII^e siècle, ouvrant une seconde phase dans l'époque d'Edo.

B) *L'économie commerciale*. - Une production considérablement accrue et diversifiée lui sert de socle. Mais les conditions politiques ont été déterminantes. La concentration des *bushi* dans les 200 villes du type *jokamachi* y appelle naturellement marchands et artisans. En créant un marché national, le principe de la « résidence alternée des *daimyo* et des *hatamoto* à Edo fait de cette capitale au XVIII^e siècle la première du monde avec 1 million d'habitants (le double du Paris de Louis XV) dont la moitié formée de guerriers et de leurs domestiques. La même cause politique transforme Osaka, avec 500 000 habitants en une plaque tournante des échanges et de la finance, sans lesquels Edo eût été asphyxié. Kyoto, dont la population avoisine les 400 000, se maintient comme centre artisanal de luxe, non pour la Cour, mais pour l'élite japonaise entière. La perception de la taxe agraire en monnaie se généralise, obligeant les paysans à vendre ; il en résulte

une inflation chronique : l'excès des dépenses sur les revenus touche toutes les catégories supérieures de la société. En 1643, le séjour à Edo du *daimyo* de Choshu lui coûte autant que la gestion de sa principauté. Or si le *Bakufu* détient le monopole du monnayage, les princes territoriaux conservent le pouvoir d'émettre des signes fiduciaires à valeur locale, que les marchands d'Osaka cautionnent volontiers contre un intérêt de 15 à 20 %.

A partir du milieu du XVII^e siècle, la typologie et le champ d'activités des marchands changent. C'est alors que s'organisent les marchands-banquiers d'Osaka, qui collectivement jouent le rôle d'une banque centrale. Un exemple : la Maison Konoike fabriquait du saké dans un village en 1600, ; elle entreprend le transport du riz à Osaka et crée une banque en 1656 ; en 1690, elle travaille pour trente-deux *daimyo*. À la fin du XVII^e siècle, des *tonya*, maisons d'armement et de commerce en gros, commencèrent à approvisionner Edo de loin, le seul Kanto devenant insuffisant. Du Sud-Ouest et du Kansai, elles acheminaient par mer, avec des bateaux d'une capacité de 200 à 400 *koku*, du saké, du coton, du bois de construction, du papier. Dans les campagnes, elles employaient des intermédiaires ou *nakagai* et consentaient des avances aux artisans ruraux. Groupées en grandes compagnies, elles se virent attribuer des monopoles par le *Bakufu*. Le succès des Maisons Mitsui et Sumitomo, commença vers 1680.

Durant la première moitié du XIX^e siècle, des marchands et marchands-fabricants - souvent des *nakagai* -, désireux de conquérir leur indépendance et de tourner les limites des monopoles octroyés, s'installent en milieu rural, près des grandes villes, en modifiant l'équilibre interne des communautés villageoises.

C) *La culture*. - À la fin du XVI^e siècle, les Japonais apprennent des Coréens (pendant les expéditions de Hideyoshi), puis des jésuites l'usage des caractères mobiles en métal pour l'imprimerie. Toutefois, c'est la méthode d'impression sur planches gravées, beaucoup plus ancienne, qui redevient vite prédominante, parce qu'elle permet d'associer textes et images. Elle trouve des conditions d'épanouissement quand l'édition commerciale s'amplifie vers le milieu du XVIII^e siècle. Ici l'enseignement joue le rôle déterminant. Toutes les principautés de quelque importance ont leur école et leur budget d'enseignement, indispensables pour former les administrateurs. Dans les villes, des écoles privées visent une clientèle bourgeoise et même dans les campagnes, des milliers d'écoles de temples (*terakoya*) enseignent à lire, à écrire et à compter. L'illettrisme recule rapidement même dans la paysannerie. Au milieu du XIX^e siècle, 40 % des hommes et 15 % des femmes savent lire. Les livres sont achetés ou empruntés. Si les métropoles monopolisent la

production littéraire, une culture populaire écrite peut aussi se former.

D) *Les crises*. - En toile de fond, on constate une insuffisance chronique de la production agricole comestible par rapport aux besoins de la population, et quoique les famines n'aient pas été inconnues antérieurement, c'est à partir du XVIII^e siècle qu'elles deviennent nombreuses, atteignant en outre une ampleur catastrophique durant les ères Kyoho (1732), Temmei (1782-1787), et Tempo (1833-1839). Mais il faut tenir compte de causes différentielles : un mini-âge glaciaire qui touche surtout le Nord-Est (*tohoku*) ; l'éruption exceptionnellement violente du volcan Asama, en 1782, au nord-ouest d'Edo ; l'effet négatif de la croissance des grandes villes qui, attirant les paysans pauvres, provoquent l'abandon de terres cultivables, ou au contraire incitent les riches à préférer les cultures industrielles ; la possibilité enfin, laissée aux *daimyo*, malgré la naissance d'un marché national, de fermer leurs frontières et d'interdire l'exportation, quand s'annonce une disette.

Les plus pauvres sont les premiers frappés et localement la mortalité put devenir effrayante. Mais nombreux sont les paysans cadastraux qui doivent emprunter pour acquitter leurs impôts. Les révoltes populaires ont donc pour objectif à la fois la réduction de la fiscalité et la lutte contre la hausse des prix dont profitent des marchands. Si les révoltes sont toujours réprimées, de la succession des crises résulte l'apparition dans les campagnes d'un nouveau type de « maître de terres » (*jinushi*), à la fois usurier et rentier du sol, qui, en échange des prêts consentis, perçoit des fermages, sans être lui-même ni exploitant ni responsable de l'impôt.

De leur côté, le *shogunat*, les *daimyo*, les *bushi* ne pouvaient échapper complètement aux crises, puisque tous vivaient de revenus prélevés sur les producteurs. Les simples guerriers empruntaient et donnaient pour gage le produit à venir de leurs fiefs-rentes, que les greniers du *daimyo* parfois ne pouvaient plus verser. Ruinés, certains dérogeaient, travaillaient à domicile pour un artisan, ou adoptaient un fils de marchand ou de *jinushi*. Ils ne manquaient cependant pas de moyens de défense. Même appauvri, l'ordre militaire conserve le monopole de la force coercitive, qui lui permet de répudier, s'il agit collectivement, ses dettes. Face aux usuriers, l'emploi de la force est une arme redoutable. Aussi longtemps que la solidarité est maintenue entre le *Bakufu* et les *daimyo*, la redistribution des richesses n'entraîne pas celle du pouvoir. On retrouve au Japon le cas classique d'un régime autoritaire, superposé à une économie de marché.

Toutefois à ce niveau aussi, des causes différentielles entrent en jeu. C'est ainsi que, disposant du monopole de l'exploitation des métaux monétaires, le *Bakufu* fut précocement touché par l'épuisement des

ressources minières, grâce auxquelles il payait ses importations à Nagasaki. De là, des tentatives de réformes qui, par leurs différences de conceptions et de résultats, finirent par faire réapparaître l'hétérogénéité du Japon des Tokugawa.

E) *Les réformes.* - Parce qu'il était le plus menacé par l'ébranlement de l'ordre, et qu'il servait de modèle à la majorité des *daimyo*, c'est le *Bakufu* qui d'une façon persistante s'employa à réagir. Mais en s'engageant alternativement dans deux voies contradictoires avec une périodicité de vingt ou trente années.

D'une part, une politique de laisser-faire (inflation, manipulations monétaires) qui triomphe durant l'ère Genroku (1680-1709), sous le ministre shogunal Tanuma Okitsugu (1767-1786), et pendant les ères Bunka-Bunsei (1804-1841) sous le gouvernement personnel du *shogun* Ienari. Tolérante à la corruption, elle est marquée aussi par un optimisme moral et favorise nombre d'innovations, surtout sous la conduite de Tanuma, qui s'intéresse aux mines, à l'industrie, à la colonisation de Yezo (futur Hokkaido) et à une reprise du commerce à Nagasaki, où les produits des mers froides remplacent l'exportation du cuivre.

D'autre part, une politique d'austérité budgétaire, de renforcement de la monnaie, d'annulation autoritaire des dettes, donc de déflation, faisant suite aux trois grandes famines (Kyoho, Temmei, Tempo). Sans imagination, elle exalte le retour aux origines agrariennes du régime, vise, tout en luttant contre le luxe, à renvoyer dans leurs terres les paysans réfugiés dans les villes et à accroître le rendement de la fiscalité foncière.

Les deux idéologies directrices étaient d'une nature morale plus qu'économique : leur séparation ne fut pas toujours absolue. Le *shogun* Yoshimune, qui présida à la phase d'austérité de Kyoho, manifestait de l'intérêt pour « la science hollandaise », et accorda des privilèges à des marchands dans l'espoir de contrôler les prix. Le point commun est l'échec de toutes ces réformes.

Certaines principautés, au contraire, aboutissent au succès, dans la première moitié du XIX^e siècle : celles qui, comme Mito - à cause de la personnalité de son prince, Tokugawa Nariaki -, mais surtout comme Saga, Tosa et, avant tout, Choshu et Satsuma disposaient, du fait de leur dimension et de leur position périphérique, d'une autonomie les autorisant à se comporter en petits États. Dans l'ensemble les *bushi* y étaient particulièrement nombreux ; les marchands actifs mais subordonnés. D'où une voie apparentée à celle d'un despotisme éclairé, pratiquant une politique économique qu'on peut qualifier de mercantiliste : dirigée par le pouvoir, orientée vers son renforcement, exploitant les possibilités de vente à un prix très élevé qu'offre le

marché national (centré sur Osaka) au profit de productions achetées à un prix très bas ou soumises à un régime de régie directe, donc toujours fortement contrôlées, sur le plan régional, dans les limites de la principauté. Quand les conditions climatiques s'y prêtaient, des productions traitées industriellement en arrivaient, en tant que « spécialités », à acquérir un monopole de fait dans le cadre national : tel le papier fabriqué par Choshu à partir d'écorces d'arbres et plus encore le sucre de canne que Satsuma obtenait de ses possessions insulaires semi-tropicales au sud de Kyushu.

Il est évident que le contraste entre les échecs répétés du *Bakufu* et le succès de quelques grandes principautés périphériques ne pouvait qu'ébranler les bases sur lesquelles Ieyasu et ses successeurs avaient édifié l'unité du Japon. Toutefois aussi longtemps que l'affaiblissement ou le renforcement furent cantonnés dans le domaine de l'économie, leurs effets furent limités. Ce qui pose la question de la crise finale.

F) *La crise finale.* - On peut écarter d'emblée le concept de subversion sociale et l'idée de révolution, si l'on entend par ces termes un soulèvement paysan ou urbain ayant une capacité constructive. Dans une société où le *bushi* détient à la fois la force militaire, l'administration et la pensée, seules importent l'union ou la désunion des pouvoirs. Dès le XVIII^e siècle un sentiment de frustration existait dans certaines de leurs strates. Des principautés furent de plus en plus souvent perturbées par des *ie-sodo*, troubles qui affectaient les familles de *daimyo*, lorsque se posaient des problèmes de succession mettant en cause l'avenir des clientèles de *bushi* que les candidats rivaux avaient pu regrouper et, peut-être accessoirement, la politique qu'ils préconisaient. En général ce fut localement et dans le cadre de ces intrigues traditionnelles que des complots se formèrent. Le *Bakufu* n'intervenait que si l'ordre était gravement compromis. À Satsuma, on voit ainsi deux des plus célèbres futurs réformateurs du Japon de Meiji, Okubo Toshimichi et Saigō Taka-mori, participer au début de leur carrière à une action contre leur *daimyo*, Shimazu Narioki, et l'un de ses fils Hisamitsu, afin de porter au pouvoir un autre de ses fils Nariakira, qui, de 1851 à sa mort en 1859, s'affirma comme l'un des tout premiers hommes d'État du Japon.

La crise finale est de nature militaire et politique. Elle eut pour origine la rencontre, longtemps différée, entre le milieu « international interne », base de la paix d'Edo, et l'environnement international réel dû à la poussée colonialiste de l'Occident. La menace est perçue au Japon, quand, à la fin du XVIII^e siècle, des incidents sont provoqués par les Russes au nord, les Anglais au sud. La guerre de l'Opium (1839-1842) fait perdre confiance aux dirigeants japonais : à la comparaison traditionnelle avec la Chine, il faut alors substituer une

confrontation avec des puissances lointaines, mais qui dominent les mers. La nécessité d'élaborer une politique extérieure, et plus encore une défense côtière, transpose sur le plan des armements (en particulier de l'artillerie), ainsi que des industries qui les soutiennent, l'inégalité de moyens économiques déjà notée entre le *Bakufu* et certains *daimyo*, tout au moins ceux qui disposent de façades côtières, lieux d'affrontements éventuels, mais aussi de commerce avec l'étranger.

Il y eut une crise finale, parce que la politique de puissance fit rejouer les rapports de force et, socialement, donna ses chances à un personnel technique mieux formé.

Chapitre V - LA RÉNOVATION DE MEIJI (1853-1871)

Cette tranche chronologique peut être désignée par plusieurs termes : fin (ou chute) du Bakufu (bakumatsu) qui s'appliquerait plutôt à sa première partie ; Restauration ou - traduction retenue ici - Rénovation de Meiji qui touche plus directement ses dernières années (l'ère Meiji ayant commencé en 1868 se poursuit jusqu'en 1912). Il est toutefois préférable de traiter cette phase décisive de l'histoire du Japon comme un tout. Elle comporte trois changements essentiels qui font ressortir une rupture avec les bases de l'époque d'Edo :

L'Ouverture de certains ports aux étrangers et l'envoi de Japonais outre-mer pour y poursuivre des études et y récolter des informations. Cette politique extérieure fut adoptée dès 1854, lorsqu'un premier traité avec les États-Unis fut signé à Kanagawa ; puis élargie en 1858, lors de la signature de traités de commerce avec, entre autres, la France, l'Angleterre, la Russie ; enfin après 1864 lorsque la Cour de Kyoto et les grands daimyo eurent accepté les accords signés par le Bakufu.

Le Rétablissement d'un gouvernement central, aux ordres « nominalement » de l'empereur en personne (événement plus directement visé par le terme Restauration), discuté en 1858, acquis en 1867, quand le quinzième shogun, Yoshinobu, eut renoncé à son pouvoir, et confirmé en mai 1868, après une courte guerre civile qui permit à une coalition que dominaient les principautés de Satsuma, de Choshu et de Tosa, de s'emparer du château d'Edo.

La Modernisation, grâce à l'étude de l'Occident et à l'introduction de son modèle dans les armées, l'économie, les institutions publiques : d'où l'acceptation d'une mobilité sociale et d'aspects de la société libérale.

Ces mutations furent à la fois en partie synchro-niques, en partie successives. Imaginer qu'elles apparurent comme organiquement liées, même à ceux des Japonais qui les réalisèrent, serait toutefois une erreur.

Bien que, dans le mouvement de l'histoire, elles se soient influencées réciproquement et que les événements n'aient cessé de provoquer leur interpénétration, on peut les répartir en deux groupes : l'ouverture et la modernisation, d'un côté, inséparables parce qu'elles étaient déterminées par l'intervention de l'Occident, menace et modèle ; les bouleversements qui conduisirent à une Centralisation politique renforcée, d'un autre côté, parce que, ici, ni l'étranger, ni les traditions nationales n'offraient de certitudes capables d'indiquer à l'avance le sens du changement. Dans le premier cas, la présence étrangère,

militairement et économiquement, constituait une réalité tangible, qu'aucune divergence d'interprétation ne permettait d'écarter, réduisant l'ampleur des conflits nés de choix tactiques plus ou moins réfléchis. Dans le second cas, la mise en cause du Bakufu, bien qu'inévitable, ne conduisait qu'à un vide que l'institution impériale, même invoquée par tous, ne suffisait pas à combler : de là chez les bushi des excès d'ambitions et nombre de volte-face. C'est pourquoi les luttes pour le pouvoir - affrontements de factions, de principautés, de coalitions - ont été l'axe de cette période.

I. - L'ouverture et la modernisation

Comme partout dans le monde, la menace coloniale fut violente et cependant comparativement modérée, parce que le Japon en lui-même n'apparaissait aux occidentaux (les missionnaires catholiques mis à part) que sous l'aspect d'un relais portuaire sur les routes conduisant à la Chine. Apparu une première fois en 1853, Perry, revenu en 1854 à la tête de l'escadre américaine, menaça Edo d'un bombardement ou d'un blocus, et la défaite, en 1858, de la Chine, devant une expédition franco-anglaise, servit d'exemple concret. En 1863 et 1864, des conflits locaux mettant aux prises dans le détroit de Shimonoseki et devant la ville de Kagoshima des batteries côtières japonaises, installée par les principautés de Choshu et de Satsuma, et des navires de guerre occidentaux indiquèrent d'une manière irréfutable où était la supériorité militaire.

Il ne restait aux dirigeants japonais - quels qu'ils fussent - que la solution, devenue évidente, d'en percer les secrets et de les utiliser.

Or de ces violences ne résultèrent que des dommages limités pour l'indépendance du pays. Les « traités inégaux » qui furent imposés au Japon, après l'avoir été déjà à la Chine avec plus de prégnance, laissèrent à ces nations de vastes possibilités de parvenir, par la modernisation, à l'égalité militaire qui conditionnait leur survie. Dans les ports ouverts, en nombre limité, à l'activité des ressortissants occidentaux, outre l'établissement de justices et de petites garnisons consulaires (par exemple à Yokohama), qui explicitaient son infériorité juridique, le Japon n'avait renoncé qu'à son autonomie douanière, qui consacrait son infériorité économique. Mais il s'agissait de concessions liées surtout à un état de fait, dont les traités signés n'excluaient pas qu'il fût réversible. Le commerce extérieur était entièrement entre les mains des étrangers, soutenus par les banques de Hong-kong, parce que le Japon était dépourvu d'une marine suffisante. Quand celle-ci, militaire et marchande, exista, il put reprendre le contrôle de ses échanges, malgré les traités. La Chine et le Japon ont été gravement menacés. Mais la première, par sa masse, le second, par

sa tradition militaire et sa marginalité économique, excluaient, dès l'origine, les formes aggravées du colonialisme occidental qui se manifestèrent, en Asie du Sud et du Sud-Est. Vu les distances (ni le canal de Suez, ni celui de Panama, ni le Transsibérien n'existaient), les puissances occidentales n'avaient nullement les moyens d'entreprendre des guerres de conquêtes. En fait, à l'exception de quelques positions côtières, le Japon demeura - sauf cas exceptionnel - fermé au Occidentaux, jusqu'à la révision / abolition des « traités inégaux », à partir de 1895.

On doit donc s'interroger sur les raisons particulières qui poussèrent globalement les élites japonaises, puis la nation entière, à se lancer dans une modernisation qui fut conçue sur une « grande échelle » : trait spécifique, si une comparaison devait être esquissée - ce qui ne peut être le cas ici que sommairement -, avec la Chine et la Corée. La nature insulaire et montagneuse à la fois, rendant omniprésente la menace étrangère, navale et mobile, y contribua, formant contraste avec la situation de la Chine. Le morcellement politique du territoire (par opposition à la centralisation chinoise) multiplia les réactions de défense, non sans désordre, bien après la mise en application des « traités ». L'éthique militaire et administrative des samurai, cependant, plus que toute autre cause, assura une supériorité au Japon, en instillant dans les projets de réforme un critère de valeur, central, pragmatique et réaliste : puisque la supériorité de l'Occident reposait sur la force, être « moderne », c'était être victorieux. Dans divers domaines. Avant tout sur les champs de bataille.

Partant de ce mode de compréhension d'origine guerrière, que la paix d'Edo n'avait pas aboli, parce que le culte de l'ordre n'y avait pas dégénéré en pacifisme, on peut considérer les débuts de la Modernisation du Japon sous deux aspects : a) la profondeur du champ d'application de la réforme militaire, d'une part ; b) ses conséquences sociales, d'autre part. Sans oublier qu'il s'agissait d'une modernisation plurielle, puisqu'elle fut conduite séparément dans plusieurs régions, en dépit de l'unité officielle de l'État.

1. Les problèmes économiques de l'époque d'Edo étaient de nature budgétaire, avec de larges conséquences sociales, le paiement des rentes aux vassaux étant menacé. Même si les solutions expérimentées avec succès, par Satsuma Choshu et quelques autres principautés, comportaient des innovations industrielles, la question de fond n'en n'était pas changée.

La refonte de l'outil militaire au contraire la bouleversa. Pour la première fois, elle s'appliquait non seulement aux armées de terre, mais à la création de marines de guerre. Elle impliquait des achats si coûteux - compte tenu de la malhonnêteté de certains intermédiaires

occidentaux - que tous les budgets en furent déstabilisés. Il était donc impossible que les Japonais ne songent pas à ce que le monde actuel appelle les « transferts de technologie ». Outre le problème de l'indépendance politique, dans un environnement international dangereux, du seul point de vue de la balance du commerce extérieur et de l'équilibre des budgets, la construction au Japon même de navires, l'installation de fonderies pour les canons devait dans un avenir plus ou moins lointain, procurer un allègement considérable des dépenses. L'effet ne pouvant être immédiat - la commande d'équipements et de machines à l'étranger, l'invitation, indispensable, aux frais des diverses autorités japonaises de missions d'officiers, d'ingénieurs et de techniciens creusèrent au contraire le déficit dès 1865 -, la réorganisation militaire impliquait un projet très vaste de développement industriel, dans des domaines très divers : ainsi pour accroître les exportations, où la soie s'imposait comme produit dominant, et pour réduire les achats de matière premières par une exploitation minière nouvelle (fer, charbon) ou modernisée (cuivre, argent, or).

Le Japon participa à l'Exposition universelle de Paris en 1867 (avec deux pavillons, l'un pour le Bakufu, l'autre pour la principauté de Satsuma en tant que « suzeraine » du royaume de Naha, dans les Ryu Kyu). La France joua un rôle important, parfois prépondérant, dans la première phase de cette modernisation, que les discontinuités de régimes politiques (en France la chute de Napoléon III, au Japon, celle du shogunat) n'influencèrent pas vraiment. Les relations franco-japonaises de cette époque offrent deux exemples prouvant le caractère à la fois pluriel (en fonction des moyens de chaque autorité) et cependant unitaire (parce que perçu partout comme nécessité) de cette industrialisation : d'une part, la construction de l'arsenal maritime de Yokosuka, non loin de Yokohama, commandée par le Bakufu à Léonce Verny en 1865 (tâche qu'il poursuivit jusqu'en 1878), d'autre part, l'invitation en 1867, par la principauté de Satsuma (devenue ennemie déclarée du Bakufu, et agissant d'une manière autonome), d'un ingénieur des mines, François Coignet, qui, par la suite, fut nommé directeur de l'Office des mines d'Osaka.

2. Considérée dans ses aspects sociaux, la modernisation ne résulte pas de conflits antérieurs : elle les crée, en bouleversant le principe constitutif de l'ordre des bushi. Prépondérant en nombre, en force, en capacité de pensée, celui-ci fut un indispensable contrepoids à la montée en puissance de la bourgeoisie et à l'esprit de lucre qui lui est inhérent. Mais pléthorique, excessivement hiérarchisé (de la base au sommet, plusieurs dizaines de strates héréditaires) afin de faire face à tous les besoins de la guerre, de l'encadrement administratif, de la

gestion économique et de l'enseignement, cet ordre massif représentait une charge budgétaire paralysante. Certes, la rigidité des rangs, qui entraînait celle des rentes héréditaires et théoriquement celle des fonctions exercées, avait été assouplie quand s'affirma le caractère bureaucratique du régime d'Edo. Telle qu'elle demeurerait toutefois, elle mettait en évidence, dans une période de transformation rapide des techniques, l'incompétence et, parfois, l'indiscipline. La solution consistait à radicaliser le remplacement des fiefs territoriaux par des fiefs-rentes : une politique déjà amplement réalisée, mais en l'appliquant cette fois-ci à la strate supérieure des vassaux (pour le Bakufu, aux hatamoto, voire aux plus petits des fudai-daimyo). C'était insuffisant : il fallait envisager de diminuer substantiellement les rentes elles-mêmes, tout en déchargeant, par voie de compensation, certains des vassaux de leurs obligations de service : les gains budgétaires obtenus permettrait de rémunérer un personnel efficace, sélectionné du reste presque exclusivement parmi les bushi de rang moyen ou modeste. Pour les autres, le statut de salariés héréditaires risquait de se dégrader en celui de nobles parasites.

On peut donc parler de l'amorce d'une révolution sociale : en remarquant que le principe n'en était nullement l'idéal d'égalité entre les individus, mais celui de la promotion du talent (jinzai-toyo), jugé selon un critère d'utilité dans une politique de puissance, au détriment d'une considération exagérée de la naissance (monbatsu-daha). Ce système de valeurs s'insérait dans une application renouvelée du code de conduite des chefs de guerre du XVI^e siècle : « pays riche, armée forte » (fukoku-kyohei), le premier terme étant le moyen du second.

II. - Les voies de la centralisation

1. Modèles et moyens. - La naissance de l'État centralisé moderne au Japon fut contemporaine des processus qui conduisirent à l'unité italienne, puis à l'unité allemande. Parmi les modèles possibles, l'Europe offrait le cas de la France, de la Russie, monarchies fortement centralisées, formées par la conquête de territoires périphériques à partir d'un noyau central, et celui de royaumes fondés sur le cumul, par une seule dynastie, de diverses Couronnes, comme le Royaume-Uni et l'Espagne. Hors d'Europe, sa nature républicaine et la guerre de Sécession écartaient l'exemple des États-Unis. La Chine, dont l'histoire était longue et bien connue, avait été tantôt divisée, tantôt unifiée, avec nombre de guerres civiles, d'invasions étrangères et de changements de dynasties. Mais ayant procuré une longue période de paix et de sécurité, le système politique d'Edo laissait l'impression d'une supériorité sur les pays asiatiques voisins. Pour comprendre les voies suivies par le Japon vers la centralisation, il faut donc partir de

cet héritage interne.

Le régime d'Edo était défini comme l'union du Bakufu et des Han (principautés). Il devait sa longue durée à l'évolution d'une coalition victorieuse, mais de localisation régionale, vers un gouvernement national, sur la base de deux transformations : d'un côté, un compromis avec des daimyo vaincus, la victoire des Tokugawa n'ayant jamais abouti à une conquête de l'archipel ; d'un autre côté la légitimation procurée aux vainqueurs par l'institution impériale.

Les deux transformations se conditionnaient mutuellement. Le compromis entre chefs de guerre réalisait, comme état de fait, un ordre harmonieux, rendu possible par la persistance d'autonomies régionales et de leur équilibre, quoique le point de départ eût été un rapport de force inégal. Cet accord entre détenteurs d'une puissance réelle suffisait à rendre déstabilisante toute intervention active de l'empereur et de la Cour dans le gouvernement du pays. En revanche, l'état de fait, obtenu empiriquement, attirait comme un aimant la légitimation impériale, parce que la tradition faisait du souverain le porteur d'un symbole d'harmonie, modèle moral du bon gouvernement. La puissance légitimante du Tenno était intrinsèquement liée à son non-pouvoir, puisqu'on ne peut être à la fois un symbole de perfection et la réalité contingente sur laquelle celle-ci se projette. La légitimation procurée au régime d'Edo ne procédait pas d'une grâce librement accordée ou refusée, mais du constat d'une évidence : l'ordre établi était conforme à l'idéal.

Le Japon d'Edo, réalité idéalisée, était le résultat d'un montage qui ne pouvait demeurer stable que dans la mesure où ses composants - équilibre de forces et légitimation impériale - l'étaient eux aussi.

Or sur ces deux points, la corrosion était déjà à l'œuvre.

Sous l'angle de la puissance, outre l'affaiblissement du Bakufu et le renforcement de principautés périphériques, la menace occidentale fit ressortir que le gouvernement shogunal ne pouvait prétendre au rôle d'un pouvoir national, parce qu'il n'avait pas les moyens d'assurer à lui seul la défense du pays.

Mais, de plus, le développement exceptionnel de la réflexion politique pendant toute la période d'Edo, n'avait cessé, étant le fait essentiellement de bushi à la fois théoriciens et observateurs de la réalité sociale, de soulever la question de la légitimité morale et fonctionnelle de l'ordre établi. Or selon que ce dernier était en situation de force ou de fragilité, les courants doctrinaux en vinrent à nourrir successivement approbation ou neutralité, puis la contestation. Celle-ci se fait violente, quand, poussée par l'ouverture, la modernisation s'accéléra, et que le choix d'un système politique renouvelé se révéla crucial.

Il est à la fois impossible et inutile de tenter, dans les limites de cet

ouvrage, un exposé des doctrines à contenu politique, social, moral, parfois économique nées pendant l'époque d'Edo (on peut en trouver un tableau dans le livre de Pierre Lavelle, *La pensée japonaise*). Il convient cependant de remarquer que, quoique fondées en très grande majorité sur des emprunts au Confucianisme, aucune ne devint l'orthodoxie dont le Bakufu (qui visait l'éternité) aurait pu avoir besoin, s'il s'était senti menacé avant le milieu du XIXe siècle. Cette lacune peut s'expliquer aussi soit par la décentralisation (qui permit la multiplication des écoles privées), soit par la diversité de l'outillage mental trouvé dans les textes chinois, soit encore parce que le montage institutionnel, qui incluait Tenno, Shogun et Daimyo, par sa complexité, défiait les possibilités d'une indiscutable théorisation. Il serait vain de classer ces courants de pensée en fonction d'un ressentiment ou d'une adhésion a priori vis-à-vis de l'ordre régnant, dont l'origine pourrait se trouver dans le processus guerrier du XVIe siècle ou du début du XVIIe. C'est dans l'inversion d'attitude - le passage du soutien à la critique, puis à une volonté de destruction, aussi bien dans le cercle intérieur du Bakufu qu'à l'extérieur - qu'un rapport peut être établi entre conceptions intellectuelles et actions, lorsque toutes les institutions furent remises en jeu. On se bornera donc à mentionner celles des doctrines dont l'influence est perceptible au niveau de l'action, lors de la genèse du Japon de Meiji.

Au tournant des XVIIe et XVIIIe siècles, tandis que se consolidait le caractère bureaucratique du régime, Ogyu Sorai (1666-1728), avait bouleversé le confucianisme japonais, en introduisant parmi les justifications de l'ordre le concept, à la fois conservateur et (à l'insu sans doute de son auteur) potentiellement subversif, de l'utilitarisme historique. Si un système politique est cohérent, qu'il réponde à tous les défis du moment, qu'en fonctionnant correctement il intègre tous les sujets à la place que justifient leurs capacités, il peut requérir de ces derniers une obéissance absolue. Comparée aux siècles antérieurs de l'histoire du Japon, l'organisation neuve instituée par Tokugawa Ieyasu et ses successeurs, répondait à cette définition : la paix et la sécurité du pays tout entier, dont rien n'annonçait alors qu'elles fussent menacées, en apportaient la preuve. Cent ans plus tard, avant même que n'échoue la « réforme de Tempō », le même raisonnement conduisit à exiger des changements. L'idée de progrès étant ignorée, le seul mal étant le désordre, le désir de paix et de sécurité appelait un autre système, applicable aux circonstances : le principe directeur *fukoku-kyohei*, découvert au XVIe siècle, réactivé au XIXe, pouvait y trouver place.

En revanche, le changement d'ordre politique soulevait deux questions que l'utilitarisme ne pouvait résoudre seul : a) l'attitude des bushi en face de situations inédites, parce que leur préparation à des

tâches administratives n'avait pas mis fin à une éducation guerrière fondée sur l'idéalisation de la fidélité et sur l'action ; b) le rôle dévolu à l'institution impériale qui ne faisant qu'un avec la dynastie, procurait au Japon une continuité qui faisait contrepoids au relativisme historique. Or touchant ces deux problèmes, d'autres courants de pensée apportaient des réponses.

En premier lieu, dans le cadre du confucianisme, la tradition reçue de Wang Yangming (1472-1529, en lecture japonaise Oyomei), répandue parmi les samurai dans le Japon du XVII^e siècle par Nakae Toju (1608-1648) et Kumazawa Banzan (1619-1691). Face aux troubles, elle recommandait le recours à l'intuition, donc un individualisme dégagé de l'obéissance, au nom d'un idéal conduisant à des actions violentes et possiblement suicidaires, capables de prouver et la sincérité et le désintéressement.

En second lieu, épanouies un peu plus tardivement, les Études nationales (kokugaku) avait tenté de redécouvrir la sensibilité originale contenue dans les textes japonais les plus anciens, religieux et poétiques, que les emprunts culturels à la Chine masquaient. Illustrées par Motoori Norinaga (1730-1801), ensuite par Hirata Atsutane (1776-1843), ses implications politiques furent considérables : elles révélaient non un passé lointain, mais un présent éternel, indissolublement lié à la dynastie impériale, envisagée, face à l'étranger, moins comme institution que comme un appel à la foi en la nation. Travaillant séparément, c'est à des conclusions assez voisines, que l'école de Mito était parvenue. Fait d'autant plus remarquable, que fondée dans l'une des trois premières principautés de la parenté Tokugawa, elle avait pour mission la rédaction d'une histoire du Japon justifiant la légitimité de l'ordre établi.

Sans la crise finale de l'époque d'Edo, ces courants seraient sans doute restés parallèles. De même que la situation militaire fit rejouer d'anciens rapports de force, de même elle brassa les valeurs : l'utilitarisme historique suscita des organisateurs ; l'école oyomei des activistes et des héros. Mais tous avaient recours à l'institution impériale, les premiers par nécessité pratique, les seconds par besoin d'absolu. De plus selon les conditions locales, les personnalités, les phases de l'évolution politique, les deux voies furent tantôt complémentaires, tantôt opposées. Cette interaction continue d'un effort de vision réaliste et d'un fatalisme héroïque contribua à la complexité événementielle du processus de création de l'état centralisé. Mais elle permit aussi au Japon de changer de système politique sans laisser de vaincus inconsolables, sans émigrés, sans épurations, sans guerres civiles comparables - et de très loin - en ampleur à celles que connurent la France, les Etats-Unis, l'Espagne, la Russie et, dans le voisinage immédiat, la Chine. Ponctuée par la

disparition prématurée (exécutions, assassinats, suicides) d'un grand nombre de personnalités séduisantes qui ont donné son auréole de grandeur à cette époque, la violence japonaise resta locale et occasionnelle.

2. Les conflits. - Quatre politiques cristallisées en options inconciliables s'affrontèrent, visant : 1 / un élargissement du Bakufu pour en faire un vrai pouvoir national ; 2 / le maintien du gouvernement shogunal sous sa forme traditionnelle, c'est-à-dire excluant même les Tokugawa, à l'exception du shogun lui-même (successivement Iesada, malade chronique, puis, en 1858, Iemochi, un enfant de 12 ans qui meurt à 20 ans) ; 3 / la destruction du Bakufu, sans qu'un programme de remplacement ait été clairement défini ; 4 / la mise en place en 1867, par le dernier shogun, Yoshinobu, d'une centralisation radicale, sous l'égide d'un Bakufu rénové.

Les deux premières étaient relativement conservatrices : elles respectaient le morcellement en gouvernements autonomes du territoire national (désigné comme système *hoken*, traduit approximativement par le terme « féodal »), ainsi que, globalement, le principe vassalique comme base du recrutement des militaires administrateurs. L'enjeu était la composition de l'instance supérieure de décision dans les domaines intéressant le Japon comme ensemble, donc les relations extérieures, la défense, avec extension possible selon les circonstances, en particulier la nomination du shogun, quand se posait un problème de succession. La politique d'élargissement présentée par le daimyo de Mito, Tokugawa Nariaki, dès les années 1830, avant que la pression occidentale ne se soit faite contraignante, préconisait de transférer ce pouvoir à un conseil des dynastes des grandes principautés, en fonction de leurs responsabilités territoriales, qu'ils fussent ou non compris dans la parenté shogunale, en leur adjoignant - forme radicale, mais numériquement limitée d'atteinte à la hiérarchie - des « hommes de talents », recrutés dans toute la nation. Quoique limitée, cette réforme, tout en respectant le Bakufu, le dégradait au rang d'une organisation administrative et privait fudai-daimyo et hatamoto de leur monopole héréditaire d'accès aux fonctions proprement gouvernementales. La distinction des deux instances de décision replaçait le shogun parmi les daimyo, donnait une place importante à la famille Tokugawa, effaçait les clivages remontant à Sekigahara. Afin de mettre en valeur le caractère national de ce régime renouvelé, à la fois fédéral et uni, la souveraineté impériale y était réaffirmée. Le terme *kobu-gattai* (union de la Cour - *ko* -, et d'un Bakufu élargi - *bu*), forgé à Mito, en exprimait la substance.

Les hostilités entre ce mouvement et le haut personnel shogunal visé

commencèrent très tôt. Mais c'est ce dernier qui, le premier, eut recours à la force. Pendant la « Réforme de Tempo » (1841-1843, l'ultime tentative du Bakufu avant que ne débute la crise finale), Nariaki et ses conseillers furent exilés ou emprisonnés. Le mouvement pour l'« élargissement » du pouvoir central se renforça lorsqu'il fallut négocier des traités avec les Occidentaux (1854-1858), puis choisir un successeur au shogun Iesada : y participaient cette fois, outre Nariaki, et son fils Yoshinobu (adopté dans la famille Hitotsubasi), le daimyo de l'Echizen, Matsudaira Shungaku, celui de Nagoya, Tokugawa Yoshikumi, enfin les dynastes des principautés du Sud, Tosa, Satsuma principalement, déjà engagées dans la voie de la modernisation. Tous soutinrent la candidature de Yoshinobu à la succession de Iesada. En 1858, la réaction des éléments les plus traditionnels du Bakufu, conduits par Ii Naosuke, fut très violente : connue sous le nom de « répression de l'ère Ansei », elle fut marquée par la mise à l'écart de Yoshinobu, la révocation de nombreux daimyo, l'exécution de nombre de leurs conseillers. Étendue aussi à Kyoto, elle y frappa des membres prestigieux de la noblesse de Cour.

La riposte vint le 3 mars 1860, quand Ii Naosuke fut assassiné à Edo par des samurai de Mito et de l'Echizen, faisant apparaître une atmosphère de guerre civile à l'intérieur du régime que Ieyasu avait fondé. C'est à partir de ces événements que s'étoffe la troisième des politiques mentionnées : celle qui, estimant le Bakufu rebelle à toute réorganisation, pense nécessaire au salut du Japon d'œuvrer à sa destruction complète. À une vision inscrite dans l'utilitarisme réformiste, succède une phase dans laquelle l'activisme cherche à s'imposer.

Ce n'est pas que le Bakufu traditionnel et le mouvement kobu-gattai, aient cessé d'agir : mais chacun des deux camps se divise. Edo, devenu plus conciliant, accepte de faire place à Yoshinobu (qui songe à une seconde candidature au shogunat), sans lui faire confiance ; et les chefs des grandes principautés (certains de par leur position de père du daimyo en titre, tels Shimazu Hisamitsu à Satsuma et Yamauchi Yodo à Tosa) se consacrent à leur quasi-indépendance.

L'effacement - provisoire - des cadres institutionnels laisse un vide disponible pour l'héroïsme et les complots qui se déploient hors hiérarchie. Une distinction est perceptible entre les intentions proclamées des activistes et les conséquences réelles de leur irruption dans l'histoire. Les premières exprimées par le slogan sonno-joi (respect envers l'empereur, expulsion des étrangers) font référence à des données d'autant plus absolues qu'elles sont inaccessibles (tel l'empereur isolé dans la Cour, par une étiquette d'un formalisme impitoyable), ou irréalisables sans forces organisées (comme la fermeture des ports). Ils ne faut donc pas les prendre à la lettre. Mûs

par l'émotion (un mélange d'idéalisme, d'aventurisme, de fierté), indifférents à l'exactitude des faits, les purs activistes exercent un effet destructeur considérable, moins sur le Bakufu directement que sur la cohésion de certaines principautés. Ils plongent celle de Mito dans une guerre de factions, après la mort de Nariaki. Ils assassinent, en 1862, Yoshida Toyo, le grand ministre modernisateur de Tosa, en 1864, Sakuma Shozan, expert militaire de réputation nationale : les deux victimes étaient favorables au mouvement kobugattai. Des activistes préfèrent, comme ronin (vassal sans seigneur), quitter le cadre de leur principauté pour agir individuellement. Dans l'ensemble, réunis souvent dans la région de Kyoto, la capitale impériale, ils entrent en relation avec la noblesse de Cour, tout en la terrorisant. Il semble que l'empereur régnant, Komei (1831-1867), auquel ils prétendaient obéir, leur ait été hostile.

Par lui-même, le mouvement activiste - rebelle, non révolutionnaire - était incapable d'abattre le Bakufu : les complots furent partout réprimés, sauf lorsqu'ils firent corps, comme à Choshu, avec le patriotisme de la principauté. Hors même ce cas, ils contribuèrent néanmoins à la chute du régime. D'une part, l'activisme répandit la discussion sur la finalité de l'action dans les strates inférieures de bushi (au-dessous même du rang de samurai), qui légalement (a fortiori pour les paysans riches et les marchands) n'avaient pas à être consultées. D'autre part, le sentiment de fidélité vassalique, base de la société d'Edo, fut mis en cause, parce que visant simultanément le daimyo, le shogun et l'empereur, il se pouvait qu'il exigeât un choix. La stratégie s'en trouva incluse dans l'idéalisme.

La chute du Bakufu ne se produisit que plus tard, en 1868, à la suite d'une conjonction de changements politiques qui ne pouvaient avoir été prévus. La fin du régime ne fut perçue comme inévitable et souhaitable qu'à partir de 1866, quand des principautés agissant comme collectivités quittèrent le programme kobu-gattai, pour se rallier, parfois tardivement, à un mouvement tobaku-ha (le parti de la destruction du Bakufu), qu'il ne faut pas confondre avec l'activisme, bien que la souveraineté de l'empereur leur ait servi également de drapeau. Afin d'éviter une narration trop complexe, on se limitera à mentionner les nouvelles circonstances.

Le changement d'attitudes des principautés s'explique à la fois : 1 / par le refus obstiné du Bakufu, confirmé lors d'une réunion des grands daimyo à Kyoto en 1864, d'accepter un élargissement de l'instance nationale de décision ; 2 / par la conversion de certains samurai (mieux placés souvent dans la hiérarchie vassalique) qui, constatant l'inefficacité de la rébellion activiste, après lui avoir momentanément été favorables, estiment indispensable de s'entendre avec leur daimyo, de subordonner le patriotisme national aux cadres institutionnels du

patriotisme local (le dosage à long terme étant laissé dans l'ambiguïté). Ce mouvement toba-kuha emprunte aux politiques précédentes, à l'une sa solution fédéraliste (la légitimité vient des daimyo autant que de l'empereur, les moyens militaires des premiers), à l'autre, l'activisme, son attitude radicale. La synthèse replace au premier plan la modernisation militaire, le programme fukoku-kyohei, à réaliser en premier lieu à l'échelon local, le seul qui présente une consistance. À Satsuma, Okubo Toshimichi et Saigo Takamori, devenus complices de Shimazu Hisamitsu, illustrent parfaitement cette double tendance. Ailleurs, à Tosa, à Choshu, selon les conditions particulières, les modalités de cette transformation sont différentes. Plus violentes et rapides à Choshu, l'autre grande principauté indépendante du Sud-Ouest, où le radicalisme anti-bakufu demeure essentiel, Kido Koin et Takasugi Shinsaku y sont toutefois proches stratégiquement de la vision d'Okubo à Satsuma.

Ces similitudes auraient pu conduire à une alliance : il était évident qu'une coalition était indispensable pour abattre le Bakufu. Elle est lente à se former cependant, parce que la rivalité entre les principautés demeure aussi vive que leur méfiance respective envers ce dernier. L'hésitation est fréquente. L'empereur Komei préfère conserver l'institution shogunale, tandis qu'Iwakura Tomomi, un kuge stratège en politique, abandonne au contraire l'idée de réformer le Bakufu et, se prononçant pour sa destruction, s'entend avec Okubo et Saigo. La mort suspecte de Komei fit courir le bruit qu'il fut empoisonné par son propre entourage, parce qu'il gênait ces manœuvres.

En fait la cause ultime de la chute du Bakufu fut son implosion, due à une addition de défaites, prouvant son inaptitude à gouverner le Japon, et d'arrogances, menaçant l'autonomie de toutes les principautés, en y incluant désormais même celles des fudai-daimyo. Jugeant nécessaire de soumettre Choshu, il réunit, en 1865, une immense armée traditionnelle, faite de contingents vassaliques, et, sûr de sa victoire, en profite pour réimposer le système de la « résidence alternée », déjà abolie, afin de replacer les daimyo en position d'otages à Edo. Le résultat est triplement négatif : dans la principauté menacée, les activistes s'engagent - fait déjà mentionné - dans le patriotisme local et accroissent sa résistance ; Satsuma songe à une alliance avec Choshu ; enfin, l'attaque shogunale, privée du soutien de nombreux daimyo, échoue (août 1866). Impuissant face à la menace occidentale, le Bakufu prouve qu'il a perdu aussi l'hégémonie intérieure. Le sankin-kotai ne peut pas être rétabli.

Cette même année, la désignation de Yoshinobu accélère l'implosion au lieu de la retarder. Après avoir vainement souhaité - en vertu de son passé -, être l'élu non du Bakufu, mais de tous les grands daimyo

et de la Cour, il entreprend (1867) une modernisation radicale de l'armée shogunale (hatamoto, gokenin inclus), sur le conseil d'une partie de ses collaborateurs, du consul général de France Léon Roches et d'une petite mission militaire envoyée par Napoléon III : équipés d'armes à feu, 24 000 hommes sont prévus ; l'arsenal de Yokosuka doit pourvoir aux besoins de la marine. Une telle force est immédiatement comprise par les grandes principautés pour ce qu'elle est : l'instrument non d'une résistance contre l'Occident, mais d'une reconquête intérieure qui fait voir en Yoshinobu une réincarnation de Ieyasu avec au programme l'abolition du fédéralisme. Cette réforme ne peut échapper ni à sa logique, ni à ses contraintes financières : appliquée par un petit nombre d'administrateurs shogunaux, elle condamne les strates sociales dont ils sont issus à la suppression de leurs dominations territoriales, à la réduction de leurs rentes et de leurs droits de commandement héréditaires. Rien de moins que l'autodestruction du système vassalique. Visé à plus ou moins longue échéance, même le successeur de II Naosuke, dans sa principauté de Hikone (le premier des fudai-daimyo), se dresse contre cette altération finale du Bakufu. Celui-ci se trouve coupé de ses bases, et désuni, car nombre de ses ministres, comme Katsu Awa, ami de Saigo Takamori, préconisent une entente avec les principautés.

Enfin Yoshinobu fait garder le Palais impérial, à Kyoto, par ses troupes, laissant entendre qu'il s'approprie la source ultime de la légitimité. Du jeune souverain lui-même, âgé de 16 ans (le futur Meiji Tenno), nul ne se soucie : mais selon la tradition le respect extérieur tient lieu d'obéissance, pourvu qu'une apparente proximité confirme l'apparence de la réception d'un ordre. Contrôler les portes du Palais est donc vital.

Dans les derniers mois de 1867, la situation de Yoshinobu est devenue paradoxale : il désintègre le Bakufu en ses assises traditionnelles ; mais sans rien céder de ses prétentions à l'exercice d'un pouvoir national. De sorte que, lorsqu'en novembre il restitue à l'empereur sa fonction (non le titre) de shogun, ceux qui le craignent ne voient dans cette renonciation qu'un subterfuge pour se faire attribuer le poste, plus conforme à la centralisation, de Premier ministre, et se plaçant près du Tenno, réunir à Kyoto, en un faisceau, la légitimité, l'appareil administratif du Bakufu, et une armée hégémonique. La réussite signifierait la mort des principautés.

La réaction de ces dernières est fonction de leurs craintes. À Satsuma et à Choshu, il s'agit de survivre et sans s'embarrasser à l'excès de constructions juridiques à long terme, d'agir militairement : le plus simple est de s'emparer de la légitimité en contrôlant le Palais impérial, puis d'attendre. Les principautés moins puissantes ont à manœuvrer entre deux dangers : une trop nette victoire ou de

Yoshinobu ou de la coalition Satsuma-Choshu, celle-ci étant capable de fonder un nouveau Bakufu. Ainsi se forme un tiers parti : d'anciens soutiens du réformisme kobu-gattai (Owari, Echizen, Tosa) hésitent entre conciliation et attentisme.

Parmi les kuge, Iwakura Tomomi, dont les relations avec Nakayama Tadayasu, grand-père maternel du jeune empereur, ont accru l'influence, et qui de ce fait peut faire rédiger des « ordres impériaux », à l'insu du souverain, est conscient de la dualité des risques. Mais Satsuma et Choshu, ayant un long passé de rivalité, leur danger hégémonique lui paraît moindre.

L'implosion du Bakufu était d'autant plus inévitable que, par un second paradoxe, Yoshinobu, après avoir donné la préférence à un outil militaire, se révéla être le contraire d'un chef de guerre, et qu'il était bien décidé à éviter une déchirure nationale. Quand les troupes des principautés du Sud-Ouest coalisées s'emparent des portes du Palais impérial et qu'une contre-attaque tardive de contingents fidèles au Bakufu échoue à les en déloger (lors d'une courte bataille à Toba Fushimi, non loin de Kyoto), l'ancien shogun interprète cette défaite, qui n'a rien d'irréversible, comme un signe, s'enfuit par mer à Edo bien décidé à capituler. Dès lors, la marche de l'armée dite « impériale » (puisque'elle « détient » l'empereur et la Cour) vers Edo, ressemble plus à une promenade triomphale qu'à une campagne militaire. Un compromis final est conclu entre Katsu Awa et Saigo Takamori qui, sous un parent de Yoshinobu, recrée une principauté Tokugawa, réintégrée parmi les daimyo. Hormis des cas individuels, il n'y eut pas d'« épuration ». Le successeur de Yoshinobu, à la tête de l'ancienne maison shogunale, Tokugawa Iesato, fut pendant trente ans (1903-1933) dans le régime de Meiji président de la Chambre des pairs. En 1914, il refusa le poste de Premier ministre.

Yoshinobu (qui fut fait « prince ») échoua pour n'avoir pas su intégrer sa modernisation dans un environnement trop marqué encore par le fédéralisme des pouvoirs locaux. Il est vrai que sa situation, comparée à celle des principautés, ses rivales, souffrait d'un formidable handicap : d'une part, la complexité du Bakufu comme organisation, paralysante vis-à-vis des réformes ; d'autre part, quand bien même un succès militaire eût été obtenu à Toba Fushimi, la difficulté de placer - forme absolument inédite de « cohabitation » dans un état centralisé -, aux côtés d'un empereur héréditaire, un ex-shogun Premier ministre lui-même héréditaire.

En 1868, c'est le fédéralisme qui semble triompher, mais quoique libéré de l'obstacle du Bakufu, le problème du cadre politique demeure : comment centraliser le pouvoir à partir d'une coalition.

CONCLUSION

Faisant suite à la paix d'Edo, la genèse du Japon de Meiji donne l'image d'une âpre lutte. Plusieurs ouvertures, plusieurs modernisations furent tentées simultanément, parfois concurrentes, camouflées en justifications contraires. Mais leurs différences réelles étaient faibles. Très vite, l'élan créateur de l'époque d'Edo leur procura l'efficacité attendue : l'agriculture la plus développée de l'Asie ; un niveau d'instruction proche de celui de l'Europe occidentale ; un prélèvement fiscal qui permettait des investissements industriels.

Plus sérieuse fut la lutte pour le pouvoir. La création des cadres politiques était une aventure : la modernisation n'exigeait pas un état centralisé. Ici encore l'influence d'Edo fut bénéfique. Jamais les partisans de la Restauration impériale ne songèrent à reconnaître un pouvoir effectif au souverain. L'absence de personnalités autocratiques parmi shogun et daimyo limita les conflits. De même l'habitude de la conciliation, de l'alternance, et l'adaptation d'une partie des bushi aux tâches administratives. Le Japon mit à profit ses aspects conflictuels : une compétition tempérée par l'intérêt national, une réforme sociale conduite au nom du nationalisme, non sous le slogan des droits de l'individu. Il est beaucoup moins pertinent de comparer cette période avec la Révolution française que de la rapprocher des unifications, italienne ou allemande.

Ici encore, la puissance modernisatrice des siècles d'Edo fut le principal miracle de Meiji.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages d'ensemble :

Reishauer-Fairbank, *East Asia*, 1 : *The great Tradition* ; 2 : *The great Transformation*.

F. Herail, *Histoire du Japon*.

A. Berque, *Dictionnaire de la civilisation japonaise*.

Ouvrages spécialisés :

I. Morris, *La vie de Cour dans l'ancien Japon*.

P. F. Souyri, *Le monde à l'envers ; dynamique de la société médiévale (japonaise)*.

J. W. Hal, *Government and local Power in Japan*.

J. W. Hall J. Mass, *Medieval Japan*.

J. W. Hall T. Takeshi, *Japan in the Muromachi Age*.

J. W. Hall M. B. Jansen, *Studies in the Institutional History of the Early Modern Japan*.

C. Totman, *Politics in the Tokugawa Bakufu*.

Sur Bakumatsu et Meiji Ishin :

A. Craig, *Choshu in the Meiji Restoration*.

M. Jansen, *Sakamoto Ryoma and the Meiji Restoration*.

W. G. Beasley, *The Meiji Restoration*.

C. Totman, *The collapse of the Tokugawa Bakufu*.

C. Polak, *Soie et lumière, l'âge d'or des échanges franco-japonais*.

Sur les idées :

R. P. Dore, *Education in Tokugawa Japan*.

H. Web, *The japanese imperial institution in the Tokugawa Period*

P. Lavelle, *La pensée japonaise*, « Que sais-je ? ».

T. Najita, *The intellectual Foundations of modern japanese Politics*.

Table of Contents

INTRODUCTION

Chapitre I - UNE GENÈSE PRÉHISTORIQUE

I. - La problématique des origines

II. - La préhistoire

III. - La protohistoire

Chapitre II - LA CITÉ IMPÉRIALE (VIIIe-XIIe SIÈCLE)

I. - Les institutions

II. - L'espace antique et le mouvement économique

III. - Union et désunion de l'aristocratie

IV. - La dynamique de la société provinciale

V. - La fin de l'État antique

Chapitre III - LES DÉBUTS DE LA NATION (XIIe-XVIe SIÈCLE)

I. - Les événements et l'espace

II. - Économie et société

III. - Les pouvoirs

Chapitre IV - L'ÉTAT MODERNE

I. - La pacification (1560-1615)

II. - L'époque d'Edo (1615-1853)

Chapitre V - LA RÉNOVATION DE MEIJI (1853-1871)

I. - L'ouverture et la modernisation

II. - Les voies de la centralisation

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE